



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Si pour vaincre il faut pendre sur les places publiques, je préfère être vaincu. » Errico Malatesta



Liberté

pour les prisonniers politiques

En Biélorussie, en France, au Mexique et ailleurs





Dans sa dernière conférence de presse, François Hollande a pratiquement éludé la question économique. L'emploi? C'est pas le moment, l'heure est à «l'unité nationale». Nous sommes tous Charlie. Avant d'être tous chômeurs? L'avenir nous le dira. Et l'avenir, pour François Hollande, c'est surtout 2017. Si la fameuse courbe du chômage ne se décide pas à s'inverser, notre président l'a dit: il ne voit pas comment il pourrait de nouveau être candidat à la fonction suprême. Ben, nous non plus. L'abus d'unité nationale est dangereux pour la santé de François Hollande. Esprit du 11 janvier, si tu es là, frappe un coup: dans deux ans on risque de ne pas entendre grand-chose... En attendant, on a pu assister à une belle opération de communication à Marseille. Manuel Valls s'y était rendu, pensant sans doute que sa visite l'aiderait à gagner quelques points de popularité. Raté. Sa venue a été précédée de quelques tirs de kalachnikov dans les quartiers nord de la cité phocéenne, ce qui n'a évidemment pas été de son goût, lui qui venait pour réaffirmer l'autorité de l'État. Son très bref bain de foule ne lui aura servi qu'à entendre quelques cris du genre: «Du pain, pas des discours!» Et pour finir, le bilan du mois: sept points de popularité perdus. Tout ça pour ça. Mais où est donc passé l'esprit du 11 janvier?

Actualité

En Biélorussie, la répression toujours, par ABC-B, page 3

Le printemps qui vient, par W. Chester, page 4

Congrès FO : le poids des appareils, par Père peinard, page 5

Météo syndicale, par F. Kater, page 6

Retour sur une manif empêchée, par Un participant, page 7

Bien fait pour vos gueules ! par E. Vanecke, page 8

International

Sur la dernière élection en Israël, par P. Sommermeyer, page 10

Arguments

Au nom du père, que de morts, par Justhom, page 10

En finir avec les nations, par B., page 12

Combattre l'islam politique (2/2), par N. Teyf, page 14

Histoire

La révolution comme fin en soi, par Erwan, page 17

À lire

Lectures enfantines, par L. Warot, page 20

Illustrations

Krokaga, La Sala, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

En Biélorussie, toujours la répression

L'ACTUEL MANDAT PRÉSIDENTIEL d'Alexander Lukashenko prendra fin en 2015. En vingt et un ans, ce dernier aura réussi à réduire au silence la quasi-totalité des luttes sociales du pays, assassiner plusieurs opposants politiques au cours des années 1990, et faire disparaître quasiment toute l'opposition officielle. Lukashenko n'a pas permis à la société biélorusse de transcender les limites de la mentalité soviétique. Toute protestation ou critique envers le gouvernement est réprimée par la police ou le KGB.

Toute tentative de s'organiser se solde par des poursuites et la violence d'État. La politique du gouvernement peut être résumée ainsi : tout ce qui ne peut être contrôlé doit être détruit. L'État est en train d'exterminer lentement mais sûrement toute forme de dissidence ou de pensée autonome.

Avec les élections de novembre prochain, la pression exercée sur les mouvements sociaux s'accroît. Les autorités craignent de voir le scénario ukrainien se reproduire en Biélorussie, et font tout pour lutter contre les « extrémistes », en d'autres termes tous les gens qui souhaitent un changement de régime.

Ces deux derniers mois, dix individus proches du mouvement anarchiste ont été arrêtés. Huit d'entre eux ont écopé de dix à vingt jours de prison pour s'être prétendument opposés à la police et avoir commis des actes de vandalisme, sur la base de faits fabriqués de toutes pièces. Deux d'entre eux avaient déjà été arrêtés en décembre dernier, avaient passé entre cinq et dix jours derrière les barreaux et s'étaient ensuite fait renvoyer de leur travail. Ils ont été cette fois arrêtés quelques jours seulement après avoir retrouvé une activité professionnelle. Les militants pensent que cette vague de répression est liée aux actions de solidarité faisant suite aux violences policières ayant eu lieu au cours d'un concert punk, le soir du jour de l'an. La police avait fait irruption pendant la soirée, avait pris les noms de tous les participants et les avait filmés. Deux personnes avaient été arrêtées pour avoir distribué de la propagande « extrémiste ». Tous les individus dont les noms avaient été relevés ont ensuite commencé à recevoir des visites de la police, munie de requêtes officielles les sommant de mettre un terme à leurs activités « radicales ». Des menaces répétées ont également été proférées sur les réseaux sociaux, et émanant d'individus de toutes évidences liés à la police.

En novembre 2014, l'administration pénit-

**BRISONS LES MURS
QUI NOUS ENFERMENT !
ABBATTIAMO I MURI
QUE CI RINCHIUDONO !
BREAK DOWN THE WALLS
THAT ENCLOSE US !
¡ ROMPAMOS LOS MUROS
QUE NOS ENCIERRAN !**



entiaire a lancé une procédure pénale contre Mikalai Dziadok, qui purge une peine de quatre ans et demi à la suite de la vague de répression de 2010. Il est cette fois accusé de graves infractions au règlement pénitentiaire. Au cours des quatre années qu'il a passé en prison, Mikalai a été placé à maintes reprises en isolement, les autorités tentant de briser sa volonté et de lui mettre la pression. Et alors qu'il devait être libéré en mars de cette année, il doit à présent faire face à des accusations qui pourraient prolonger son incarcération d'une année. Sa famille et ses amis n'ont aucun doute quant au verdict qui sera prononcé par la cour, dans la mesure où la même stratégie a déjà été employée contre l'un des militants d'opposition conservateur. De cette façon, le gouvernement pourra garder Mikalai derrière les barreaux pendant les élections à venir.

L'anarchiste Ihar Alinevich, qui purge une peine de huit ans à la suite d'une action de solidarité avec les antifascistes russes, a été placé en cellule d'isolement pour la cinquième fois en quatre mois.

Au cours de la campagne présidentielle de 2010, des dizaines d'anarchistes, et plus tard de militants d'opposition, avaient été placés en détention et arrêtés. Plus de cinquante personnes – dont cinq anarchistes – s'étaient

retrouvées en prison sous le coup de chef d'inculpation politique. Trois d'entre eux sont toujours emprisonnés. Cela ne fait aucun doute que le gouvernement se tient prêt et va essayer par tous les moyens possibles de museler toute forme de dissidence. La plupart d'entre nous craignons aujourd'hui un niveau de répression encore plus élevé.

C'est la raison pour laquelle nous appelons toutes les personnes lisant ce communiqué à descendre dans la rue entre le 25 février et le 1^{er} mars, et à mener des actions de solidarité avec les anarchistes et les militants politiques biélorusses, dans le cadre de leur combat pour un monde juste et contre la dictature. Libre à vous de décider de la forme que prendront ces actions. Nous vous signalons néanmoins que deux actions menées à Minsk, et où des gens ont montré leur derrière, ont suscité un vif intérêt au sein de la société et un grand émoi chez les policiers.

C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il est temps de montrer vos culs aux autorités, et reprendre le contrôle de vos vies. Pour une société libre, contre la dictature et l'oppression.

L'Anarchist Black Cross de Biélorussie.

Le printemps qui vient...

DEPUIS QUELQUES SEMAINES, la CGT a un nouveau secrétaire général, le précédent, Thierry Lepaon, ayant été poussé à prendre la porte, suite aux révélations dans la presse des différentes magouilles financières dans lesquelles il baignait. Remplacé par Philippe Martinez, n° 1 de la Fédération de la métallurgie, proche du Parti communiste (sans en être un militant, à ce qu'on dit), son départ devait annoncer un changement de stratégie de la part de la direction de la centrale de Montreuil et l'adoption d'une ligne présentée par les médias comme plus radicale, plus dure, plus « lutte de classe ».

Une journée d'action, comme d'hab

Qu'en est-il pour l'instant ? Eh bien, pas grand-chose. Car en guise de radicalité, voilà que le nouveau grand manitou nous propose une énième... journée d'action ! Elle aurait lieu au début du printemps prochain et son principal mot d'ordre serait la lutte contre l'austérité. Comme l'austérité, c'est vague, et qu'à force d'en parler tout le monde s'en branle, la CGT a choisi – et, pour le coup, c'est judicieux – d'axer cette journée d'action autour de deux revendications bien précises : la revalorisation des salaires et la diminution du temps de travail. Pour le coup, c'est intéressant, car ces deux revendications donnent un côté offensif à une mobilisation nationale, en rupture avec les traditionnelles journées de défense des acquis. Comme le disait récemment mon groupe dans un texte collectif, « la meilleure défense sociale, c'est l'attaque organisée ». Pas sûr que les bureaucrates de Montreuil l'aient eu en main, mais on peut déjà se féliciter de ce petit changement.

L'autre évolution notable, c'est l'insistance affichée par les organisateurs sur la nécessité de faire grève. Avant, on se contentait d'appeler à sortir ses pantoufles dans la rue, là on demande aux syndiqués de se mettre en grève, quel que soit le secteur professionnel. Cela dit, au-delà de cet appel – certes louable –, la CGT gagnerait surtout à faire reposer cette journée d'action sur les différents foyers de grève et de contestation qui sont apparus ces dernières semaines : les routiers, les gaziers et les électriciens, les professeurs des écoles, les ouvriers du Livre de la Chapelle-Darblay (Rouen), etc. Or, pour l'heure, c'est un peu le silence radio à leur propos du côté de Montreuil.

Unité syndicale

Qui sera de la partie ? À en croire l'homme à la belle moustache, la CGT voudrait créer « les conditions d'une unité syndicale la plus large possible afin de redonner espoir aux salariés ». L'unité syndicale, c'est un peu le serpent de mer de ce genre de mobilisations. Et si l'expression sonne plutôt bien



Action des ouvriers de la papeterie de la Chapelle-Darblay contre les 196 licenciements prévus par la direction.

aux oreilles de ceux qui rêvent d'en finir avec les guerres de chapelles, elle peut aussi annoncer le pire. Car on ne fait pas l'unité avec n'importe qui ni autour de n'importe quoi. Pour l'heure, Philippe Martinez a surtout vanté l'action et les positions de son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, tout récemment réélu à la tête de son organisation (ce n'est jamais qu'un quatrième mandat). Lors du dernier congrès de FO, il s'exprimait ainsi : « Quand on n'est pas entendu, il faut passer une vitesse supérieure, [...] une journée de grève [pour] faire bouger le gouvernement et le patronat. » Pas mal. Désormais, il appelle les autres centrales syndicales à être aussi de la fête. Et pas que les plus fréquentables, car si Solidaires et la FSU sont conviés, il demande aussi que la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC – qui adorent les signatures au bas des accords crapuleux – rejoignent cette journée d'action contre l'austérité.

Pour l'instant, seuls la CGT, FO, Solidaires et la FSU semblent vouloir vraiment organiser cette mobilisation. Heureusement pour nous, la CFDT a décliné l'invitation, son n° 2, Véronique Descacq, arguant que cette journée ne porte pas « le message que nous voulons donner aux salariés ». Idem du côté de la CFE-CGC, où on prétend qu'« être dans la rue ne règlera rien » et qu'il vaut mieux « consacrer [son] énergie pour peser

dans le débat parlementaire » (où ils ne pèsent que dalle). Les brebis chrétiennes n'iront pas non plus, et leur berger, Philippe Louis, l'explique sans langue de bois (c'est déjà ça) : « Nous sommes pour le pacte de responsabilité et ce n'est pas le moment de donner un signal contraire. » Voilà qui est dit et qui ne nous fera pas regretter l'absence des drapeaux bleus à colombe dans nos manifestations de rue et sur nos piquets de grève.

On attend(ait) davantage...

Malgré quelques petits changements intéressants quant à la forme de l'appel à cette journée d'action, il est tout de même assez affligeant de constater qu'une fois de plus il n'y a rien de bien nouveau sous le soleil (d'hiver, celui-ci). À croire que les directions confédérales (CGT et FO) ont davantage d'imagination quand il s'agit de refaire les appartements de leurs huiles que pour impulser un mouvement social. Un manque d'imagination et une frilosité qui nous obligent à penser que les discours plus offensifs de ces derniers jours n'étaient, une fois encore, qu'une façade affichée pour tempérer l'exaspération d'une base qui, à ce niveau-là, attend beaucoup plus que des postures médiatiques.

Win Chester

Le Syndicat invisible

Congrès FO

Le poids des appareils

Le 23^e Congrès confédéral de la CGT-FO se déroulait du 2 au 6 février à Tours. Un peu plus de 3 000 délégués représentant autant de syndicats de « base » (pas de filtre bureaucratique pour trier les congressistes), 163 intervenants disposant en principe du même temps d'intervention (deux ou trois caciques se sont autorisés à ne pas respecter cette règle d'égalité), un travail en commission très sérieux pour définir des mandats les plus clairs possibles.

Mais, bien évidemment, derrière cette première description factuellement juste, une autre réalité existe aussi.

Ce congrès ne revêtait pas au premier abord d'enjeu majeur susceptible d'intéresser les médias. Pas de querelle de succession puisque Jean-Claude Mailly se représentait pour un quatrième mandat et que son rapport d'activité a obtenu le score quasi indépassable de 97 % de votes positifs, pas d'affaire croustillante, pas de problème majeur non plus pour définir l'action puisque la presse faisait état, avant même le congrès, de la proposition d'une journée de grève interprofessionnelle d'ici à la fin mars si possible avec la CGT. Tout semblait donc bouclé sinon blindé... Et ce fut le cas au-delà même de nos craintes.

Certes, la liberté de parole des intervenants fut totale. De nombreux militants et militantes ont ainsi expliqué l'urgence d'une vraie grève, celle qui bloque le système économique et n'annonce pas dès le début qu'elle ne durera que vingt-quatre heures. Les critiques concernant le funeste accord sur l'assurance chômage n'ont pas manqué non plus, au risque de faire tousser la direction confédérale. À noter d'ailleurs que le camarade Lardy, instigateur de l'accord, a été réélu au bureau confédéral en treizième et dernière position. Par ailleurs, les assertions venimeuses concernant le machisme supposé des militants FO qui ont fleuri dans certains médias semblent, pour le moins, exagérées même pour les militantes anarchistes (peu suspects de complaisance à ce sujet) qui ont assisté à tous les travaux. Prétendre que les femmes occupent à peine 5 % des postes dans les instances nationales de Force ouvrière relève de la désinformation. Sur les 13 membres du bureau confédéral, on trouve 5 femmes, qui ne sont pas là pour faire de la figuration.

Les militantes et militants de la Fédération anarchiste ont pu aussi avec succès faire bouger les lignes dans les textes



(résolutions) qui définissent les mandats sur toute une série de sujets, y compris pour éliminer les passages contre la décroissance. Bien évidemment, FO (comme la CGT ou d'autres) reste fortement marquée par les thèses productivistes mais, il y a encore quelques années, il aurait été impossible d'expliquer avec un certain écho que le bonheur de la classe ouvrière ne repose pas sur l'accroissement du parc d'automobiles ou le développement du nucléaire...

Mais ce congrès a montré aussi, voire surtout, le poids des appareils politiques dont certains militants évoquent la charte d'Amiens tous les quatre matins sans la connaître, et surtout pour mieux la bafouer au quotidien. Jamais, par exemple, le poids du Parti socialiste, aidé par son subsidiaire trotskiste du POI, n'aura autant sauté aux yeux. Cela s'est notamment vu au moment des élections de la commission exécutive confédérale où les petits arrangements entre « amis » ont abouti à renforcer le PS et à maintenir le pré carré du POI. Comble de cette « combinaison », l'alliance des deux a permis de faire rentrer un commandant de

CRS, représentant les flics syndiqués FO, en lieu et place d'un militant ouvrier authentiquement indépendant, en charge notamment des syndicats du transport et du nettoyage. Nous savions que les bolcheviks vouaient une quasi-fascination à l'ordre, mais de là à conforter l'appareil policier pour éviter une contestation éventuelle de la direction confédérale... Seul le général Trotsky y retrouvera les siens dans cette dialectique tourmentée qui ne fait que renforcer un parti social-démocrate au pouvoir à l'heure où il satisfait toutes les demandes du patronat et de la bourgeoisie. Nul doute que ce n'est pas la lutte de classes qui sort renforcée de ces agissements.

Les militants anarchistes syndiqués à FO (depuis sa création) ne se sont jamais fait d'illusion sur les appareils mais plus que jamais il est urgent pour les syndicalistes sincèrement attachés à la charte d'Amiens de s'organiser. C'est incontestablement un enjeu majeur des prochains mois. Nous n'entendons pas le rater.

Le Père peinard

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Fraudeurs de tous les pays, unissez-vous

Ainsi donc *Le Monde* nous apprend que plus de 180 milliards d'euros ont transité – en secret – par des comptes de la filiale suisse de la banque HSBC. 180 milliards par le truchement des comptes de plus de 100 000 clients et 20 000 sociétés offshore, et tout ça pendant une période d'à peine cinq mois (début novembre 2006 à fin mars 2007). Financiers, patrons d'entreprise, trafiquants d'armes, stars du show-biz ou du sport, politiciens... La liste avait été balancée par un informaticien travaillant chez HSBC. Pas contente, la banque déclare que «cette action constitue une violation flagrante du droit pénal suisse». Pourquoi pas un comité de soutien à tous ces fraudeurs pris la main dans le sac? Le cynisme dans toute sa splendeur! On peut maintenant constater de quelle manière une banque (une seule?) respecte le droit pénal.

Rescapés et rescapé

Hasard de l'actualité ou ironie de l'histoire, c'est comme vous voudrez. Il y a deux semaines la presse consacrait de nombreux articles à la commémoration du 70^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Rappels historiques, témoignages de survivants, termes le plus souvent utilisés: «les rescapés des camps de la mort». Par un de ces clin d'œil (sans ironie) de l'actualité, le même jour la presse nous relatait un fait divers: Jean-Marie Le Pen avait échappé à un incendie qui s'était déclaré à son domicile de Rueil-Malmaison. *Le Figaro* avait même choisi de présenter sur la même page, et un article sur les rescapés d'Auschwitz et un autre sur le rescapé de Rueil-Malmaison. Est-ce à dire que *Le Figaro* met sur le même plan ces différents rescapés? On ne se permettra pas de l'affirmer venant d'un quotidien aussi «progressiste». Juste un conseil: l'abus du mot «rescapé» peut se révéler nocif pour la santé du lecteur.

Sur le fil

C'est de justesse que le Parti socialiste a remporté son duel avec le Front national dans la 4^e circonscription du Doubs: seulement 863 voix d'avance. Même Jean-Christophe Cambadélis, d'ordinaire

Météo syndicale



CE QU'ON ATTENDAIT toutes et tous est arrivé: la une d'un quotidien l'annonce: «Hollande veut capitaliser le 11 janvier». Braves gens! Comme si le monde du travail ne s'en était pas aperçu. Appeler à l'effort national, faire taire les revendications salariales, criminaliser à haute dose les divers mouvements de grève, on connaît! La vieille ritournelle a encore de beaux jours devant elle. Bien sûr que la Sociale n'est pas de cet avis. Et ce ne seront pas les lectrices et les lecteurs du *Monde libertaire* qui vont nous contredire.

Sinon, en ce moment, les avancées du monde du travail sont objectivement «encadrées» par des mouvements électoralistes qui ne sont pas négligeables (Grèce, Espagne, espoirs ou feux de paille?), mais qui ont leurs limites. Sans parler des désillusions qui suivent en général. Le camarade Pelloutier parlait à la fin du XIX^e siècle de la nécessité pour l'ouvrier de s'éduquer pour acquérir la science de son malheur. Aujourd'hui, force est de constater que l'illusion électoraliste, sous toutes ses formes, a toujours pignon sur rue. Beaucoup d'efforts militants pour avoir une représentation politique et après battre sa coulpe et admettre que le syndicalisme c'est pas si mal que ça. On connaît la chanson...

Au niveau mondial, des problèmes récurrents nécessitent des actes. Ainsi la CSI (Confédération syndicale internationale) a appelé à une journée d'action mondiale, le

18 février 2015, en défense du droit de grève. «Depuis trois ans, le groupe des employeurs au sein de l'OIT se livre à une charge sans précédent contre le droit de grève, contestant qu'il soit garanti et protégé par la convention 87 sur la liberté syndicale, et ce, contrairement à ce que n'a cessé de confirmer la jurisprudence de l'OIT depuis des décennies.» On verra bien si les déclarations sont suivies par du concret.

Celles et ceux qui suivent dans la militance syndicale le feuilleton de la direction syndicale à la CGT restent un peu sur leur faim. Sur l'échec des dernières négociations avec le patronat, le commandant Martinez est un peu court: travail du dimanche, réforme des prud'hommes, licenciement, se régleront à l'Assemblée. Sale temps!

À part ça, les organisations syndicales de retraités: UCR-CGT, UCR-FO, Unar-CFTC, SFRN-FSU, Unir-Solidaires, UNRPA-Ensemble et solidaires, FGR-FP, LSR, se sont rencontrées le lundi 9 février. «Elles ont fait le constat que la situation des retraités se dégrade de manière continue, ce que les derniers éléments des rapports du COR et de l'Insee confirment.» Le sursaut unitaire de la vieille garde pourra-t-il faire redémarrer la machine? Il est permis d'en douter.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

si prompt à souligner les victoires (ou plutôt les non-défaites) de son parti, a dû le reconnaître : « Cette victoire est une éclaircie, mais ne constitue en rien une embellie. » Et de s'inquiéter pour l'avenir. L'avenir ? On a beau faire tourner les tables, pas de réponse. Visiblement l'esprit du 11 janvier s'est déjà évaporé.

Dégraissage

Compétitivité et restructuration sont les deux mamelles du capitalisme. La société allemande Siemens annonce la couleur : elle va supprimer 7 800 emplois. But de l'opération : « Réduire la bureaucratie, gagner en efficacité et retrouver le chemin de la croissance. » Bref, la routine bourgeoise. C'est vrai qu'aujourd'hui tu n'as plus rien pour 71,9 milliards d'euros (chiffre d'affaires de Siemens pour l'exercice 2014) ; c'est ce que doit se dire Joe Kaeser, PDG du groupe, qui n'a pas précisé de combien allait grimper l'action Siemens en bourse, ni si les actionnaires comptaient renoncer à leurs bénéfices pour en faire cadeau aux futurs licenciés, victimes de ce plan de restructuration « le plus vaste entrepris depuis vingt-cinq ans. »

Génération Syriza

À chaque fois on nous refait le même coup. Une nouvelle génération émerge porteuse d'espoir et désirant balayer la vieille classe politique... en prenant sa place. En France on a largement eu le temps « d'apprécier » le socialisme de la génération Mitterrand. Les Grecs, eux, risquent fort de voir rapidement les limites de Syriza ; le glissement sémantique qui s'est opéré n'est pas innocent : d'anticapitaliste ce jeune parti s'est déjà transformé en antilibéral. Vous saisissez la nuance ? Eux ne sont pas des sociaux-libéraux mais des socdems, des vrais, des purs, des qui vont proposer un capitalisme à visage humain, qui exploite dans les limites du raisonnable... La quadrature du cercle en quelque sorte. Le peuple (de Grèce ou d'ailleurs) en a marre de la vieille classe politique ? Pourquoi se contenter de la remplacer par une nouvelle ? Pourquoi repeindre ses chaînes quand on peut les supprimer ?

Retour sur une manif empêchée

Ce samedi 15 février, nous avons manifesté contre les violences et les crimes policiers qui n'en finissent plus de terroriser nos quartiers et nos luttes. Une manifestation plus qu'encadrée par les forces de l'ordre qui ont encerclé le cortège après quelques minutes de marche et n'ont laissé sortir les gens qu'au compte-gouttes après palpations, fouille, contrôle d'identité. Au moment où nous écrivons ces lignes, deux personnes arrêtées lors de la manifestation sont toujours en garde à vue. Plus d'informations sur le site du collectif 8 juillet dont nous reproduisons l'appel ci-dessous.

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

MONTREUIL, 8 juillet 2009, place du marché : alors qu'elles protestent contre l'expulsion d'un immeuble squatté, cinq personnes sont touchées par des tirs de flashball, à l'épaule, à la clavicle, à la nuque, au front ; Joachim perd un œil.

Montreuil, 14 octobre 2010, devant le lycée Jean Jaurès : un large mouvement contre la réforme des retraites secoue le pays, Geoffrey reçoit un tir de flashball dans l'œil alors qu'il bloque le lycée avec ses camarades. À Noisy le sec en 2012, Amine est tué d'une balle dans le dos par un policier. À Villemomble en 2013, Fatouma perd un œil suite à un tir de grenade de désencerclement. En 2014, la BAC tire au flashball dans un square du quartier de la Noue à Montreuil. Des histoires comme celles-ci, il en existe tant, et nous sommes loin de toutes les connaître.

Le collectif huit juillet et les proches de Geoffrey appellent à une marche à Montreuil contre le flashball, contre les violences et l'impunité policières. Elle partira du lycée Jean Jaurès pour se rendre à la place du marché. D'une blessure à l'autre, d'une violence à l'autre, c'est le même combat qu'il nous faut mener.

Chaque fois que la police blesse ou tue, politiques et médias reprennent le même scénario. Ils transforment les victimes en coupables a priori : casseur, délinquant, hooligan, clandestin... Ces catégories cibles, sur lesquelles la police peut tirer sans craindre d'être inquiétée, visent à empêcher de se sentir concerné par ces histoires et de se solidariser.

Ces derniers mois, la mort de Rémi

Fraisse, tué par une grenade militaire, a résonné avec les mobilisations aux États-Unis suite à l'assassinat de jeunes noirs par la police et à plusieurs acquittements de policiers tueurs. Pendant quelque temps la violence de la police et de l'Etat était sur le devant de la scène publique.

Les attentats de ce début d'année, ou plutôt l'usage qui est fait de ce drame pour mieux nous gouverner par la peur, risquent de balayer une légitime défiance envers des institutions de plus en plus violentes, et de transformer les victimes de la police en dommages collatéraux de la guerre au terrorisme.

La guerre contre le terrorisme est le récit dans lequel ceux qui nous gouvernent voudraient nous entraîner, dans lequel nous devrions faire corps avec eux, acceptant inconditionnellement leur gouvernement. Ce récit vient recouvrir une politique qui se fait contre la population, et contre tout ce qui y résiste. Il s'ajoute à la petite musique quotidienne jouée par les médias pour nous faire accepter ce monde – sa police, sa violence économique, ses réformes destructrices, ses grands projets absurdes, ses plans de rigueurs, ses inégalités naturelles, ses sacrifices obligés, sa concurrence de tous contre tous.

Ne nous laissons pas diviser. Nous avons d'autres histoires à raconter. À nous de les dire et de les rendre visibles.

Collectif 8 juillet

<http://collectif8juillet.wordpress.com>

Bien fait pour vos gueules !



C'EST PAS QUAND on a fait dans sa culotte qu'il faut serrer les fesses. Je m'évertue à le seriner à un petit garçon d'un an de mes relations, mais il n'a semble-t-il ni la sagesse ni la fortune de Gad El Maleh ; ce qui n'est sans doute pas plus mal. Misère des riches qui viennent de se faire attraper avec les doigts dans le pot de confiture. Rien en cela d'étonnant pour nous, le plus étonnant, c'est que ça n'étonne qu'eux-mêmes. Mais défions les lois de la syntaxe et de la répétition : comment vont-ils donc s'en remettre ?

Vous vous en foutez sans doute, et vous avez en cela bien raison, moi aussi. Juste retour des choses que ce qui vient d'arriver.

Et pourtant les affaires des riches sont parfois comme celles des religions, elles sont bien les nôtres. Ils nous les imposent, nous contraignent presque même à nous y intéresser, un peu comme si nous y pouvions quelque chose et qu'un peu de tendresse et d'empathie de notre part pour la chose était de nature à adoucir leurs vilains tourments.

Eh bien non ! Bien fait pour vos gueules en toute sincérité, car, enfin, ce n'est tout de même pas rien.

Ce «Swissleaks», c'est eux qui appellent ça comme ça, donne tout de même le vertige. Les enjeux sont énormes. Plus de 180 milliards d'euros auraient transité sur les comptes

de la banque britannique HSBC entre novembre 2006 et mars 2007. Cette fraude massive concerne plus de cent mille clients et vingt mille sociétés offshore et doit, on peut le penser, son retentissement à la présence parmi ces arsouilles de haut vol de célébrités du show-business du calibre de Tina Turner, David Bowie ou, je le disais plus haut, Gad El Maleh. Ce dernier, non content de regarder sous les jupons des princesses, voire d'y balancer goulûment la louche, nous avait prodigieusement agacés en faisant du matraquage publicitaire pour un vestige des débris du Crédit lyonnais de sinistre mémoire, cet «humoriste» donc avait planqué allègrement quatre-vingt mille euros, ce qui, aux dires journalistes, était une somme dérisoire. Il y a des sommes dérisoires dont d'aucuns voudraient bien pouvoir bénéficier. Mais ces banquiers suisses n'ont aucune morale et aucun état d'âme. Ils étaient en outre prêts à aider un homme d'affaires libano-belge condamné depuis pour son implication dans un trafic de diamants en Afrique et la liste de leurs clients longue comme le bras d'un basketteur s'étend au roi du Maroc, au roi de Jordanie, au cousin de Bachar el-Assad, au sultan d'Oman, toujours gavés et jamais repus et dont les conditions d'existence de leurs fidèles sujets font l'admiration, la jalousie et l'admiration de la planète

entière. Ces révélations commises par *Le Monde* se sont malgré tout assorties de la part des dirigeants du quotidien d'un bémol. Les trois lumineux philanthropes bien connus que sont Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse, patrons de gauche avérés et toujours à l'affût du moindre progrès social, ont déclaré, fiers donc du travail d'investigation de leur journal de toutes les tendances : « Il est vrai qu'il y a un juste équilibre à trouver entre le fait de divulguer des informations d'intérêt général, d'intérêt public et le fait de ne pas tomber dans une forme de maccarthysme fiscal et de délation. » Ces bons faux-culs, bah ce sont des patrons de gauche ! Ils n'ont guère de conseils à nous donner et pourront sans doute être bien avisés d'en recevoir un : celui de changer de métier. Car c'est bien le principe même de la presse d'investigation, ce précieux et nécessaire principe, qui a trouvé et prouvé une fois encore par toutes ces révélations sa légitimité et son efficacité. Que les dirigeants et propriétaires ne s'étonnent plus dès lors que les journalistes fassent leur travail. Ces trois individus seraient sans doute bien inspirés de s'occuper à réapprovisionner en timbales les machines à café des salles de rédaction plutôt que de donner de bien méchantes leçons de vertu à leurs salariés.

C'est en l'occurrence Matthieu Pigasse qui est à la manœuvre. Ancien du ministère de l'Économie et des Finances, il est directeur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, ainsi que propriétaire et président du magazine *Les Inrockuptibles*, et administrateur civil actionnaire du journal *Le Monde* donc et du *Huffington Post*, diplômé de Sciences-po, et de l'ENA., proche de Dominique Strauss-Kahn, membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès, tête bien faite et bien pleine qui affirme, non sans postillonner, que la très large majorité de ses revenus est imposée en France, que la très étroite minorité lève le doigt, et dont la tête bien faite et bien pleine donc n'aurait sans doute pas son mot à dire dans un panier de sciure. Peut-être craint-il que la délation, ben, ça lui retombe dessus ? On peut le penser et de surcroît en ricaner par avance. Comme je le laissais supposer en début d'article, il ferait bien de serrer les fesses avant de...

Les hommes fascinés, j'allais dire fascisés, par l'argent, le pognon, la caillasse et j'en passe n'ont décidément aucun scrupule. Tout ce qui les passionne, tout ce qui les motive, c'est avec un euro en gagner mille. Peu importe la méthode et peu importent les scrupules. Ils seraient bien avisés de se méfier de ceux qui n'auront, eux, aucun scrupule à récupérer ce qui les a fait prospérer, et ils auront raison.

Émile Vanhecke

Israël : une **élection** sans (bonne) surprise

MÊME SI LE PREMIER MINISTRE, Benjamin Nétanyahu, sort affaibli des prochaines élections législatives, nous ne connaissons pas de bouleversement dans la répartition globale des forces en présence. Dès le lendemain du scrutin, on découvrira que Moshé Kahlon n'est jamais qu'un membre parfaitement discipliné du Likoud : il nous promet d'ores et déjà de garder Jérusalem «unie» – locution bien connue en tant qu'allusion codée à la poursuite de l'occupation. Qui plus est, à en juger par son passage au gouvernement, ses positions en matière d'économie ne diffèrent guère de celles de Nétanyahu.

L'autre porteur de masque, Yaïr Lapid, est un comédien de premier ordre – mais un démagogue hyperbolique en tant que politicien, dépourvu d'idéologie et postulant naturel à toute manœuvre. Après un passage de deux ans au pouvoir, tout le monde devrait le savoir. Il est vrai qu'il peut rester aux côtés du leader du parti travailliste, Isaac (Booggie) Herzog, tout comme continuer avec Nétanyahu, ou avec les deux à la fois.

Les vues politiques d'Herzog sont assez vagues pour qu'il puisse s'arranger avec à peu près n'importe qui. Ses communicants eux-mêmes n'évoquent plus de nouveau message. Pour ce qu'on en sait, son plan (de paix) promet un gel de plusieurs années, ce qui fait qu'il convient à tous. En outre, à l'heure du choix, Herzog et Lapid préféreront une coalition avec le Likoud à une alliance avec la Liste arabe unie. En d'autres termes, la société israélienne est profondément engluée dans la vase et n'a pas la force de s'en extraire toute seule.

On peut penser que la décision de Nétanyahu d'appeler à des élections anticipées s'est fondée là-dessus, dans la mesure où une coalition comprenant le parti travailliste, Lapid et Kahlon – avec ou sans les H'aredim (les «Craignants-Dieu») – est, en ce qui le concerne, de très loin préférable à un gouvernement comptant le chef du Foyer juif, Naftali Bennett, et celui d'Israël notre Maison, Avigdor Lieberman.

Un gouvernement de centre-droite lui donnera l'opportunité de reprendre et faire traîner sans fin les pourparlers de paix : avec Herzog aux Affaires étrangères, Israël jouira d'un crédit renouvelé sur la scène internationale, Tzipi Livni et lui-même conquerront les

écrans télévisés des cinq continents, la campagne électorale débutera aux États-Unis et, dans l'intervalle, les choses iront leur train usuel dans les Territoires – sur un rythme plus lent et avec, peut-être, une violence moindre. Contrairement aux espoirs cultivés par le centre, Nétanyahu n'a pas encore dit son dernier mot et son parti n'a pas perdu sa base traditionnelle.

Dans ce contexte, il est absurde de demander au Meretz de se suicider pour faire monter les chances du couple Booggie-Tzipi face à Nétanyahu. De fait, le glissement d'électeurs de la gauche vers le centre – s'il se produisait – signifierait dans la pratique l'élimination du seul courant juif clairement de gauche à la Knesseth. Le Meretz prête sa voix aux principales organisations de défense des droits de l'homme, sans lesquelles il ne resterait pas grand chose de la démocratie israélienne.

Les sièges perdus par le Meretz ne feront pas de Herzog un héroïque Premier ministre mais, dans le meilleur des cas, un ministre au sein d'un gouvernement conservateur de plus porteur de tel ou tel nom boursoufflé, et pourtant incapable de changer en profondeur la situation présente. Cela vaut-il la peine d'éliminer la gauche de la Knesseth ?

Aucun changement radical n'interviendra aussi longtemps que le pouvoir actuel ne nous aura pas conduits à une crise nationale majeure. Un échec tel que celui de l'opération "Barrière de protection", dont seuls les Palestiniens ont payé le prix fort, n'y a pas suffi. Aussi la véritable alternative se cache-t-elle dans une intervention extérieure massive, nécessaire pour bousculer la sérénité et le confort de la belle vie des Israéliens.

Ce n'est que lorsque nous tous, et chacun autour de nous, sentirons le prix de l'occupation dans notre chair que viendra la fin du colonialisme et de l'apartheid bleus-blancs. Ce n'est que lorsque l'économie sera frappée de telle sorte que le niveau de vie général en sera affecté, ou quand la sécurité (du pays) sera sapée du fait de la terrible menace portée aux intérêts américains dans la région, que nous commencerons à nous soucier vraiment d'en finir avec l'occupation et d'assurer notre avenir.

Ze'ev Sternhell

À l'attention du lecteur

Le 17 mars auront lieu en Israël des élections législatives. Il nous a semblé intéressant de reproduire cet article présent sur le site de l'organisation La Paix maintenant (www.lapaixmaintenant.org) et publié ici avec leur accord. Il a été traduit de l'hébreu par Tal Aronzon. Son auteur, bien connu des historiens, est spécialiste des droites françaises et membre de Shalom Akhshav (La Paix maintenant) en Israël.

Le chapeau qui précède l'article original se démarque de ce qu'a écrit Sternhell en le trouvant trop pessimiste : « Reste que nous ne pouvons partager son ultime et désespérante conclusion : l'attente du pire – une coalition abandonnée aux habituels chantages de l'extrême droite. » Les auteurs de ce texte espèrent que l'opinion israélienne va se réveiller et prendre la mesure de ce qui est en train de se passer. Je comprends fort bien cet optimisme désespéré. Je ne le partage pas, hélas !

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste (Strasbourg)

Au nom du père, que de morts !

Justhom

«Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste.» Louise Michel

C'est fou comme l'idéologie dominante relayée par les médias abuse de l'ignorance des individus pour mieux les aliéner et les maintenir dans l'obscurantisme absolu, afin d'en faire des citoyens dociles. Toutes les manipulations même les plus éculées ainsi que les événements dramatiques qui endeuillent la société sont utilisés pour réclamer de la part des pouvoirs publics toujours plus d'autorité pour punir tous les déviants. Car, au nom de cette sacro sainte démocratie, de la liberté d'expression qu'ils bafouent tous les jours et du tout-sécuritaire, ce sont les citoyens eux-mêmes qui vont jusqu'à réclamer, exiger, plus de répression et de sanctions. Bien sûr pour les autres, jusqu'au jour où la violence, la répression se retourne contre ces mêmes citoyens qui réclamaient un pouvoir fort et musclé pour lutter contre les étrangers et les groupes terroristes ! Il faut bien dire que les politicards et les médias à cet égard orientent et mettent tout en œuvre pour façonner les cerveaux et abuser le peuple. C'est à mots couverts qu'ils distillent ces sentiments de peur, de haine, de méfiance de l'autre. Il s'agit pour les pouvoirs politiques en difficulté au plan social, politique et économique de laisser s'installer le chaos afin d'imposer leur autorité, qui, inévitablement, débouchera sur l'abus de pouvoir. Car, contrairement à ce que les hommes et les femmes politiques voudraient nous faire croire, l'insécurité est pour eux une arme qui leur permet d'agir contre les intérêts du peuple et de faire voter des lois sécuritaires afin de le maintenir dans une dépendance de soumission et d'obéissance. Au point où c'est le peuple lui-même qui ira jusqu'à réclamer plus de policiers, plus de répression. Il exigera plus de prison et cautionnera l'enfermement. Il appellera de tous ses «vœux» l'autorité.

Ce qui est symptomatique, c'est que, dans ces périodes de trouble qui semblent déstabiliser la société, la propagande bourgeoise met tout en œuvre pour que le peuple éprouve le besoin de se rassurer. C'est pour cela qu'il est amené à se fabriquer des

sauveurs, des hommes providentiels. Certes, il est aidé en cela par les politicards qui, dans les arrières-cuisines du pouvoir, tentent de tirer les marrons du feu alors que leurs ragougnasses sont indigestes. C'est ainsi que les médias aux ordres ont fait de François Hollande «le père de la nation», alors qu'il porte une part de responsabilité dans les tueries des 7 et 8 janvier dernier, du fait de sa politique guerrière et de son laxisme vis-à-vis des pays qui financent les groupes armés. Le ton martial qu'il a affiché dans la gestion de cette crise a permis aux médias de «raval» son aura, bien entamée. Subitement, il est devenu un «vrai chef», d'où cette appellation de «père de la nation». Dans cette société capitaliste dominée par le patriarcat, le pouvoir est incarné et représenté par le père synonyme d'autorité. Ce père, à qui le peuple doit «évidemment» respect et obéissance, surtout lorsque le pays vit des moments difficiles ! Seulement, celui qui a été désigné comme «le père de la nation» a fait la démonstration que, sans le peuple, il n'était rien. Il a été contraint de faire appel à lui pour organiser cette immense manifestation du 11 janvier, en utilisant une véritable escroquerie intellectuelle : «la défense de la liberté d'expression». Pourtant, cette liberté d'expression dont il se réclame, il l'ignore superbement et n'hésite pas à employer la méthode forte, en faisant intervenir sa police lors des manifestations qui ne sont pas organisées par lui et son gouvernement. Le paradoxe c'est que cette manifestation du 12 janvier va se retourner contre le peuple dans la mesure où elle va permettre au «père de la nation» de renforcer le dispositif policier et militaire pour lutter contre le terrorisme afin de protéger les citoyens et les citoyennes, qui deviendront, eux aussi, des terroristes s'ils s'avisent à remettre en cause les décisions du «père de la nation».

«Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître.» Michel Bakounine.

C'est au nom du premier d'entre eux «Dieu le père» que ses représentants sur cette terre ont commis d'atroces crimes. C'est en son nom qu'ils ont brûlé des sorcières ! Qu'ils

ont pendu des homosexuels, qu'ils ont massacré des protestants (la Saint-Barthélemy), qu'ils ont décimé la population indienne lors des conquêtes coloniales, qu'ils ont pratiqué la traite des Noirs. Si, aujourd'hui, les représentants du catholicisme sont plus ou moins rentrés dans le rang, il suffirait de presque rien pour qu'ils ne refassent surface. On a pu le constater avec la loi pour le mariage pour tous et la lutte qu'ils mènent contre l'avortement, leur violence est encore intacte. La vigilance s'impose. La bataille que nos aînés ont menée contre les catholiques, nous, nous devons la poursuivre contre les islamistes. Il faudra bien que tous ces fanatiques religieux comprennent une bonne fois pour toute que la république laïque interdit toute référence à la chose religieuse dans la conduite des affaires de la cité. Mais, bonne fille, elle garantit l'exercice de toutes les religions.

Voilà pourquoi cette citation de Michel Bakounine doit sans problème s'appliquer à tous les dieux et à tous les pères. Ces deux noms associés sont une menace pour les peuples car ils sont synonymes d'autorité, de soumission et d'obéissance et donc de répression et de violence.

François Hollande, le nouveau «père de la nation», a eu d'autres prédécesseurs, alors attention danger !

C'est Clemenceau qui s'est vu attribuer le surnom de «père la victoire» ou encore Staline, celui de «petit père du peuple».

Clemenceau a été un homme autoritaire et ses exploits pour réprimer les mouvements de grève sont restés gravés dans l'histoire du mouvement ouvrier. Je veux ici rappeler au moins trois de ses faits d'armes. Suite à la catastrophe minière de Courrières dans le Pas-de-Calais, qui fit 1 096 morts, les mineurs se mettent en grève. Ils sont persuadés que la compagnie qui exploitait la mine n'a pas mis tout en œuvre pour sauver les mineurs qui se trouvaient au fond car, vingt jours après la catastrophe, treize rescapés ressortent vivants de la fosse numéro 2 et le 3 avril c'est un mineur qui remonte vivant de la fosse numéro 4. C'est dans ces conditions que la grève se durcit. Le 23 avril

1906, suite au décès d'un officier tué par un projectile, le « briseur de grève ou le tigre » Clemenceau mobilise 30 000 gendarmes et envoie treize trains de renforts militaires. La répression bat son plein ainsi que le nombre d'arrestations. Des perquisitions ont lieu à la CGT et Griffuelhes, le secrétaire général de la confédération syndicale, est arrêté.

Devenu Président du Conseil, il fait intervenir la troupe lors de la révolte des vigneron du Languedoc en 1907. Six personnes tomberont sous les balles des militaires, pendant les journées du 19 et du 20 juin 1907. C'est dans ce contexte que se déroulera la mutinerie du 17^e régiment lorsque les soldats refusèrent de tirer sur les manifestants. Cela a eu pour conséquence de mettre fin aux affrontements. Cet événement aura également pour effet de dévoiler au grand jour toute la fourberie et la férocité de Clemenceau. Après que les soldats du 17^e eurent obtenu qu'il n'y ait pas de sanction individuelle, tous acceptèrent de se rendre. Immédiatement, ils sont embarqués dans un train. Au soir du 21 juin, ils arrivent à Gap, dans les Alpes. La population leur fit un accueil triomphal. Mais, quatre jours plus tard, à la demande de Clemenceau, la punition collective tombe. Le régiment tout entier est déporté à Gafsa, en Tunisie. Tous les soldats furent décimés par la chaleur et les épidémies.

C'est compte tenu de son expérience en tant que « briseur de grèves » et de son savoir-faire pour mater les mutins que Poincaré fait appel à lui en le nommant à nouveau Président du conseil pour venir à bout des mutineries qui ont lieu pendant la Première Guerre mondiale, au printemps 1917. Ce qui a pour conséquence de le rendre encore plus autoritaire. Il tient alors des propos plus que guerriers comme : « Je fais la guerre, je fais toujours la guerre. » En novembre 1917, il crée le commandement unique qui rassemble toutes les armées alliées, sous la garcette du général Foch. C'est dans ces conditions qu'il amène l'Allemagne à capituler et à signer l'armistice le 11 novembre 1918. Ce qui lui valut le surnom de « père la victoire », mais à quel prix ! La mobilisation de 64 millions de soldats, 20 millions de morts et un peu plus de blessés.

Je ne pouvais pas terminer cet article sans citer un autre despote, Staline, que l'on appelait « le petit père du peuple » et qui, entre 1924 et 1953, perfectionna le système des camps de concentration mis en place par Lénine, dès 1918. Il transforma l'Union soviétique en un véritable camp de concentration (plus de 500 sur le territoire). Il plaça l'esclavage d'État au cœur de sa politique économique. En 1929, il lance son célèbre plan quinquennal, celui de l'industrialisation du pays à marche forcée. En 1930, il crée la « direction centrale des camps » dont l'acronyme russe est Goulag. En 1931, le premier chantier modèle voit le



jour, le creusement du canal de la Mer blanche.

Entre 1932 et 1935 apparaissent, sur l'ensemble du territoire, de gigantesques camps-chantiers. 1948 voit la création des camps « spéciaux » pour les politiques. Dès son arrivée à la tête du pays, il imposa jusqu'en 1933 la collectivisation forcée des terres. C'est sous son règne que la famine fit, pendant l'hiver 1933-1934 en Ukraine, près de 25 millions de morts, auxquels viennent s'ajouter les 20 millions de personnes qui ont péri dans les camps de travail. Encore une fois, c'est au nom de l'autorité, du pouvoir et du patriarcat, de la démocratie, de la liberté et du bonheur des peuples que les différents systèmes politiques justifient tous ces crimes.

Face à l'obscurantisme, à l'oppression, nous devons être vigilants et ne jamais bais-

ser la garde, c'est pour cette raison que nous autres anarchistes nous serons inlassablement à la pointe du combat. Il s'agit pour nous de faire prendre conscience que ceux que l'on nomme « pères » de la nation, des peuples ou la victoire ne sont pas des sauveurs et surtout pas des bienfaiteurs, mais bien des manipulateurs qui agissent pour maintenir les peuples sous leur domination et les maintenir dans un état proche de l'esclavagisme, pour le plus grand intérêt du capitalisme privé ou d'État. Il faudra bien que les peuples comprennent que leur émancipation ne sera jamais l'œuvre des partis politiques ou des religions mais, au contraire, celle de leurs luttes solidaires et autonomes contre l'État, le capitalisme et toutes les religions. Ni dieux ni maîtres.

« Le pouvoir ne doit pas être conquis, il doit être détruit. » Michel Bakounine. **J.**

Face au réveil des nations, finissons-en avec le patriotisme

B.

Groupe J.-Déjacque

À L'HEURE OÙ la mondialisation et le capitalisme se développent de plus en plus, dévastant toute culture sur son passage au profit d'une hégémonie libérale, à l'heure où la crise financière frappe encore une grande partie du monde et fragilise toujours plus les populations déjà à genoux face à ce colosse capitaliste, nous ne pouvons que faire l'effroyable constat du ravivement en ces temps de crise du sentiment national et des identités régionales. Là où nombreux seront ceux qui trouvent refuge dans les bras d'une mère patrie, d'un État-nation ou d'un tout autre fantasme collectif, il est temps de redessiner à nouveau le camp anationaliste.

Alors qu'Emma Goldman, anarchiste féministe, avait déjà critiqué sévèrement le patriotisme en rendant compte de son influence sur la militarisation, elle posait cette question : « le patriotisme se définit-il par l'amour pour un morceau de cette terre où chaque centimètre carré représente des souvenirs précieux, chers à notre cœur, et qui nous rappelle une enfance heureuse, joyeuse, espiègle ? ». Au-delà de la critique des dérives militaristes du patriotisme, c'est justement à cette problématique qu'elle a soulevée que nous tenterons de répondre : Quelle est l'entité sollicitée par le patriotisme ? Est-ce le peuple, l'unité, le souvenir, l'identité ? Et quelle est cette identité ?

Quand nous regardons l'histoire de France et la formation de la nation française, c'est une question pleinement légitime que se demander d'où provient cette identité collective. Ernest Renan l'a notamment fait dans son très célèbre essai *Qu'est-ce qu'une Nation ?*. Comment les Burgondes, les Francs, les Wisigoths et toutes les peuplades qui par la suite furent réunies peuvent aujourd'hui se sentir français ? Comment et pourquoi, par exemple, alors que certains nous affirment une profonde identité bretonne qui existerait depuis des siècles et des siècles, aujourd'hui la majorité des Bretons auraient un sentiment français ? Que s'est-il passé entre la période d'un duché de Bretagne indépendant et son appartenance au Royaume de France pour qu'aujourd'hui dans la République française une majorité des Bretons ait adopté ce sentiment français ? Un seul élément s'en dégagera d'une immense évidence, et c'est bien celle du pouvoir, de l'exercice d'une autorité, d'un

État, d'un gouvernement au-dessus des populations. La géographie française aujourd'hui n'a été découpée que par la conquête, par le mariage de nobles, d'arrangements entre puissants, loin des intérêts des populations, qui n'étaient ni plus ni moins leurs propriété. Un État s'est ainsi constitué petit à petit au-dessus des têtes de ceux qui se verront imposer des maîtres différents, des gouvernements, pour en arriver à imposer une nation et une nationalité.

Jean-Jacques Rousseau viendra appuyer cela par sa philosophie politique dont il tirera la conclusion que le peuple ne peut pas vivre sans autorité et que l'autorité trouverait sa légitimité dans le peuple. Que deviendrait la population française si demain la France et son pouvoir n'existaient plus ? Que deviendrait l'identité française si demain l'école française venait à disparaître, si le drapeau ne continuait pas à flotter, si un discours patriotique ne cessait d'être répété, si les commémorations des « morts pour la France » n'étaient pas perpétuées, si l'on ne rabâchait plus des discours sur la bravoure des soldats à l'étranger, des ouvriers qui travaillent pour le bien national ou des entrepreneurs patriotes qui créeraient richesse et fierté de la nation ? Mais toute la question peut être retournée et nous pourrions nous demander ce que deviendrait l'État français qui perpétue ce patriotisme dans la population s'il n'arrivait pas à maintenir ce culte de la nation et ne trouvait plus la « confiance » des Français. À toute époque, l'endoctrinement et l'invention d'un imaginaire collectif pour unir les gens ont servi à maintenir en place un pouvoir. Nous pourrions avec facilité citer les jeunesses hitlériennes, tout autant que les Balillas ou la matraque patriote totalitaire que subissent les Nord-Coréens. La III^e République française en est encore un exemple, vivant dans un esprit revancharde et dans une germanophobie affolante : le pouvoir a toujours su construire l'identité et la diffuser pour se justifier, pour y trouver toute sa puissance, pour le malheur de la grande idée d'Étienne de La Boétie selon laquelle le tyran n'a du pouvoir que parce que nous lui en donnons.

Unifier, autour d'un imaginaire collectif, pour servir l'intérêt d'un pouvoir qui se trouve légitimité par la docilité et la fidélité,

voilà tout l'intérêt de la nation. On aura remarqué avec un certain brin d'ironie jusqu'où cette absurdité de la soumission au pouvoir et aux frontières qu'il crée peut nous amener, quand, au moment du débat sur le redécoupage des régions françaises, certaines populations de département sont attachées au découpage actuel pour des raisons « identitaires » alors que ceux-ci ont été uniquement créés dans un dessein pratique et administratif. Regroupez une population, mettez une frontière autour d'eux, laissez-les s'organiser administrativement, et vous voilà avec une identité et une union ! Quelle magie, toujours bonne à soumettre au pouvoir.

L'identification d'un ennemi intérieur ou l'appui sur une tradition plus ou moins abstraite sauront toujours appuyer ce phénomène de création d'identité et d'union. Charles Maurras nous servira un exemple sur un plateau d'argent quand, dans sa théorie du nationalisme intégral, il prônera un nationalisme français sur trois piliers : la nécessité de la monarchie comme unité nationale pour un bien commun, le rejet total des quatre « États confédérés » (juif, franc-maçon, métèque et protestant) et l'Église catholique comme ciment de la société. Lui qui se trouvait dans l'inspiration de Renan, lui qui avait perdu la foi avant de devenir catholique et royaliste « par raison », le voilà à vouloir créer depuis la poussière une nation par l'emploi de procédés fédérateurs, au nom de l'union, pour un imaginaire. Imagination, c'est ce qu'il a quand il voulait inventer un roi aux Français, lui inventer une religion et des ennemis intérieurs à éliminer. Quelle légitimité à ce qu'une population doive endosser le nom de leurs propriétaires, ducs, seigneurs, vassaux, rois ? Quelle légitimité à ce qu'une religion leur soit imposée au nom de l'union, alors qu'on pourra voir avec amusement que même Dominique Venner, autre penseur d'extrême droite, lui critiquera la destruction des cultures des peuplades vivant par le passé en actuelle France et dont les traditions religieuses ont été détruites au profit du catholicisme ? Ce conflit entre identitaires, nationalistes et autres extrême-droite nous révélera encore cette immense absurdité qu'est cet imaginaire collectif que l'on crée et détruit à volonté, en se réclamant d'une telle période de l'Histoire, de tel régime, de telle identité, de telle peuplade, montrant au grand jour que l'identité est tout aussi variable que le pouvoir et tous les malmenages que certaines populations aient pu subir.

Michel Bakounine, anarchiste de renom et un des pères du communisme libertaire, tout comme Emma Goldman, a publié un texte au sujet du patriotisme, qu'il considérerait comme naturel, mais purement animal et que nous devons l'écarter de nous. Il se trompait : parce que le patriotisme n'a rien de naturel, il est purement et simplement artificiel, superficiel. Il comparait dans son argumentation comment une meute de



chiens, assimilée à un groupe patriote, avait beau se diviser en fonction d'une hiérarchie et se combattre entre eux au sein de la meute, mais lorsqu'un étranger entrait sur le territoire commun, la meute s'unissait, comme patriote, pour repousser cet ennemi extérieur. Nous lui concéderons cette analyse très pertinente : la nation ne peut exister sans un ennemi, au risque que les conflits internes la détruisent, mais il oublie un paramètre plus que fondamental qui est la taille de cette meute. Autant il est tout à fait naturel d'être attaché aux siens, à sa famille, aux gens que l'on a connus, à nos souvenirs, à nos lieux de vie, les lieux que nous avons connus et côtoyés, autant s'identifier à une population de 65 millions d'autres personnes semble totalement dépasser le cadre d'une quelconque nature, qui ne peut qu'être le produit d'une construction sociale purement liée à l'organisation du pouvoir et d'un imaginaire collectif. Cela dépasse totalement le cadre de la pensée humaine : sauriez-vous quantifier 65 millions ? Arrivons-nous déjà à imaginer ce que peut représenter un million ? Le sociologue Gellner nous le confirmera : auparavant, et ce pendant la majorité de l'histoire de l'humanité et même de l'histoire de France, aucun sentiment national n'existait, uniquement un rattachement à la localité et à ce que chacun pouvait connaître.

L'attachement était local, à l'échelle de la famille, des connaissances, voire de la ville, pour cette population pour la plupart analphabète et isolée. Mais le patriotisme et le nationalisme sont bien des constructions à part entière du pouvoir.

Voilà l'arnaque immense du patriotisme et de l'instrumentalisation de l'identité ! Voilà comment le pouvoir manipule et divise les gens en croyant les unifier, uniquement au profit d'un accroissement de puissance d'une collectivité qui ne fait que favoriser, d'enrichir et de donner le plein pouvoir à leurs maîtres ! Devons-nous être fiers de la nation ? Alors qu'il n'y a seulement que les maîtres et les puissants qui ont des pays, parce que ce sont les tyrans, les rois, les ducs, les princes et autres têtes à couronne (et à guillotine) qui ont créé et inventé ces patries après avoir soumis les hommes. Je vous le dis, les prolétaires et les gueux que nous sommes tous n'avons pas de patrie, les patries leur appartiennent au gré de leurs mariages et de leur envie, et nous ne sommes que le bétail qui fait partie de leur exploitation et qui les enrichissent : le patriotisme n'est que la fierté de notre condition de soumission face à la tyrannie de l'État. Et la nation ne saurait être qu'une entité abstraite nous empêchant d'atteindre notre pleine liberté par cet immense mensonge. **E.**

De la **nécessité** de combattre l'islam politique

Partie 2

Nader Teyf

Groupe Henry-Poullaille
de la Fédération anarchiste

L'ISLAM POLITIQUE de ces derniers temps a pris des allures confessionnelles très inquiétantes. Les mollahs iraniens financent les groupes islamiques chiïtes comme le Hezbollah libanais, qui est un véritable État dans l'État au Liban, les Houthis au Yémen, des groupes chiïtes au Bahreïn, une pléthore de milices chiïtes en Irak, etc. Ils soutiennent le maintien du régime d'Assad en Syrie, qui est leur allié stratégique pour sa proximité à Israël. Ce n'est donc pas étonnant d'entendre un haut gradé des Pasdaran de la Révolution islamique iranien dire: la profondeur de notre défense stratégique est la Méditerranée.

Face aux mollahs chiïtes qui veulent toujours constituer l'«oumma» à condition qu'elle soit sous leur direction, il y a aujourd'hui une multitude de groupes islamiques salafistes qui veulent faire la même chose mais à leurs bottes avec à leur tête l'État islamique (l'ex-Daech) ou Al Qaïda qui ont été financés non seulement avec l'argent saoudien, qatari ou plus récemment turc, mais aussi les complicités occidentales qui continuent encore. Personne n'a oublié que Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français soutenait encore ouvertement en décembre 2012 un groupe islamique qui s'appelle le Front Al Nosra et qui se bat contre le régime d'Assad. Par contre ce front est ni plus ni moins que la branche d'Al Qaïda en Syrie.

Il faut aussi préciser que les différences entre les chiïtes et sunnites concernent surtout les problèmes de succession de Mahomet, par contre, s'agissant de la charriah, leurs clivages sont négligeables. En Iran chiïte, les condamnations à la mort s'appliquent par pendaison, alors qu'en Arabie saoudite sunnite, on coupe les têtes au sabre. En Iran chiïte, les mollahs ont inventé des machines pour couper les doigts ou les pieds de condamnés, alors que, peut-être, en Arabie saoudite sunnite on le fait avec des couteaux mal aiguisés! Sinon, en Iran chiïte comme en Arabie saoudite, les femmes sont obligées de porter le hijab, elles n'ont pas le droit de se marier sans accord de leur père ou frère, la polygynie est autorisée, l'alcool est prohibé, des arts comme le chant des femmes ou la danse sont interdits, etc.

Il sera trop simple de dire que l'essor des groupes islamiques, qu'ils soient à la tête des États comme en Iran et même en Turquie ou qu'ils soient dans les champs de bataille comme en Irak, en Syrie ou en Libye, est dû seulement aux politiques occidentales ou bien à la non-conscientisation des masses populaires de ces pays à cause des dictatures. Des groupes politiques qui ont existé ou existent encore dans ces pays portent aussi une lourde responsabilité. Dans les pays à majorité musulmane comme l'Iran, l'Irak, l'Égypte et même la Syrie, il y avait des partis communistes assez importants en forces militantes. L'histoire montre qu'ils n'ont jamais voulu mener une politique indépendante car, d'une part, ils ont été trop inféodés au grand frère «soviétique», qui ne pensait qu'à ces propres intérêts économiques et géopolitiques, et, pour une autre part par leurs blocages idéologiques. Quelques exemples historiques sur l'Iran pourraient peut-être aider à éclaircir ce propos. Le clergé chiïte en Iran a eu un rôle assez néfaste et déjà rétrograde dans les événements de 1905 à 1911 qui sont connus sous le nom de la révolution constitutionnaliste. Au cours de cette révolution les gens ont pris part aux luttes contre la cherté de la vie, mais ils demandaient aussi plus d'équité en exigeant un parlement ou bien un ministère de la Justice. Une figure importante du clergé est un mollah qui s'appelle Cheikh Fazlollah Nouri. Il s'oppose ouvertement aux libertés que les gens veulent conquérir en disant que «la liberté en islam est une forme d'apostasie». D'autres religieux chiïtes feront tout leur possible pour que, s'il y a un ministère de la Justice, les lois soient fondées sur la charia islamique.

Le parti communiste d'Iran fut fondé en juin 1920 par des acteurs politiques comme Heydar Amou Oghli qui faisait partie des dirigeants de la révolution constitutionnaliste. C'est un parti qui est dans la lignée des partis communistes pro-bolcheviks. Cela n'empêche pas un autre dirigeant de ce parti, Avtis Soltanzadeh, d'écrire ceci en 1922 : «Les théories du califat ou de la hiérarchie cléricale mais aussi du panislamisme sont certes profondément réactionnaires. Mais ces théories mobilisent les couches inférieures



Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran.

musulmanes contre le capitalisme occidental et au premier degré contre la domination britannique, c'est pourquoi elles jouent relativement un rôle révolutionnaire. Car elles accélèrent le désagrègement du capitalisme mondial et affaiblissent les bases de la domination londonienne.» Soltanzadeh écrit ces lignes alors qu'il est considéré comme un dirigeant «gauchiste» du PCI! Il participera au deuxième congrès du Komintern et se fera élire dans sa commission exécutive. Il fera aussi partie des douze membres sur quinze, du comité central du PCI qui seront exclus pour leurs désaccords avec les autorités soviétiques et du parti communiste d'Azerbaïdjan. Il critiquera les politiques soviétiques sur l'Iran en janvier 1922 mais restera à l'Institut bancaire soviétique jusqu'en 1927. L'Union soviétique de Staline dissoudra le parti communiste d'Iran en 1932. Staline accusera Soltanzadeh de positions antiléninistes et le fera exécuter le 16 juillet 1938 pour «espionnage au profit de l'Allemagne»!

Un second parti communiste, qui prendra le nom du parti Toudeh d'Iran, sera créé en 1941. C'est un parti encore plus prosoviétique que le premier. Lorsque le gouvernement nationaliste de Mossadegh nationalise le pétrole, le parti Toudeh (parti des masses) a des désaccords avec lui car peu de part de la manne pétrolière est prévue pour l'Union soviétique. Le parti Toudeh, seul parti de gauche de l'époque, dispose d'un réseau de militants considérables. Il a une organisation militaire secrète constituée de soldats et de nombreux officiers au sein des armées, mais

il ne sera pas assez réactif contre le coup d'État de la CIA contre Mossadegh qui fera tomber son gouvernement et revenir le schah qui avait fui le pays. Le parti Toudeh sera de fait, à l'époque, sur la même ligne que le clergé chiite contre le gouvernement nationaliste de Mossadegh, un clergé dirigé par un ayatollah s'appelant Kachani.

Le parti Toudeh, qui a fêté ses soixante-quatorze ans en octobre 2015, défendra le régime des mollahs jusqu'en 1983 alors qu'ils ont commencé la répression de toutes les oppositions quelques mois après la chute du schah en février 1979. L'opposition du parti Toudeh contre la République islamique commence au moment où elle en finit avec les autres et vient le taper lui aussi. Mais pour quelle raison le parti Toudeh a-t-il soutenu pendant plusieurs années le régime des mollahs? Parce que, selon ce parti, la République islamique d'Iran est «anti-impérialiste» et l'on pourra l'aider à cheminer vers le socialisme par la voie de croissance non capitaliste! Étrange similitude idéologique entre cette position et celle de Soltanzadeh cinquante-sept ans plus tôt, n'est-ce pas?

L'on a essayé de voir que le problème concernant l'islam n'est pas seulement un problème de savoir si cette religion est réformable ou actualisable. Il s'agit d'un problème politique qu'il faut tâcher de résoudre. L'islam comme toutes les autres religions, surtout monothéistes, n'est pas réformable. Il est complètement impensable d'attendre un islam des Lumières. Car les dogmes religieux

ne se discutent pas. Le Coran pour l'islam est la parole de Dieu (Allah) figée à jamais. Le christianisme n'a pas plus évolué que l'islam ou le judaïsme. Les changements sociaux et sociétaux se sont imposés au christianisme par de longues années de luttes séculaires. Sans séparer la sphère publique et les États de la religion, quelle qu'elle soit, aussi bien en France qu'en Irak, qu'en Iran, qu'en Arabie Saoudite, etc. Aucune amélioration n'est envisageable. Ce ne sont pas que des États islamiques comme ceux d'Iran ou d'Arabie Saoudite qui soutiennent l'islam politique, ce sont aussi des États prétendument laïcs comme ceux de l'Occident qui ont soutenu l'islam politique dans le cadre de la «realpolitik» et de l'«ennemi de mon ennemi est mon ami». C'est donc contre l'islam politique, sous toutes ces formes confessionnelles, qu'il faut concentrer les efforts. Mais comment?

Nous avons vu que les partis, souvent nationalistes ou marxistes, dans les pays à majorité musulmane ont été mis en faillite par leurs propres politiques et idéologies, sans parler de répression dont ils étaient l'objet par les gouvernements ou les interventions des puissances mondiales. Toutefois les populations de ces pays n'ont aucune confiance en ces partis, non seulement à cause de leur faillite nationale mais aussi à cause de tout ce qui s'est passé dans les pays de l'ex-bloc de l'Est. C'est une des raisons pour lesquelles elles se tournent encore vers les groupes islamiques dans l'espoir que leur quotidien changerait. Et ce n'est pas fini.

Arazbeyk Maldaïev, directeur de la commission d'État aux Affaires religieuses du Kirghizstan, a dit ceci récemment : « *Les dangers de l'essor des groupes extrémistes se multiplient en Kirghizstan.* » Il a essayé d'assurer les journalistes que les Taliban ou Al-Qaïda ne peuvent pas intervenir en Kirghizstan. Ces propos recourent ceux dans une autre ex-république soviétique : le Tadjikistan. Le journal tadjik *Emrooz News* a relaté le fait que plus de 300 Tadjiks sont allés en Irak et en Syrie combattre dans les rangs de l'État islamique (ex-Daech). Ce journal a dévoilé aussi que l'État islamique (ex-Daech) a envoyé 70 millions de dollars pour le djihad dans une vallée du Tadjikistan, la Forghaneh. Cet argent aurait été envoyé avec un groupe de paramilitaires composés de 100 personnes qui dépendent de l'État islamique (ex-Daech), un groupe installé à la frontière afghano-tadjik.

Malgré ce tableau obscur qui est la réalité des pays dits musulmans, de l'Afrique du Nord jusqu'à la Chine et ses Ouïgours, l'espoir existe que les choses changent dans le sens de l'Histoire pour la liberté et l'égalité véritables. « Le printemps arabe » a annoncé à la face du monde l'existence des groupes libertaires aussi bien en Égypte qu'en Tunisie. Ce sont des groupes qui ont de longs chemins à parcourir certes, mais ce sont aussi des groupes qui n'ont pas existé auparavant. Les Kurdes du Rojava, qui viennent de libérer la ville de Kobané après plusieurs mois de combats acharnés, sont un autre exemple de l'espoir que l'on peut avoir dans une partie de cette région du monde, bien que beaucoup d'anarchistes critiquent à juste titre le « confédéralisme démocratique » développé par Ocalan ou le passé de celui-ci. En Iran, après presque quatre décennies de règne néfaste islamique, des individus libertaires et de tout petits groupes d'anarchistes commencent à militer dans des conditions extrêmement difficiles et dans la clandestinité.

Alors que, jusqu'à la chute du régime du schah, les livres critiquant l'islam se comptaient sur les doigts d'une main et étaient interdits par le schah lui-même, une bibliothèque assez fournie de ce genre de textes en persan est aujourd'hui sur Internet ou se vend sous le manteau, souvent sous forme de photocopies. La traduction de quelques titres de livres pourrait être assez révélatrice... Et *l'Homme créa Dieu, séparation de la politique de la religion, critique du Coran, critique des lois juridiques, politiques et économiques de l'islam, la liberté est de critiquer l'islam, Les chansons anti-religieuses, Voltaire, philosophe antireligieux, analyse rationnelle du droit, de la loi et de la justice en islam, testament de Dieu, le Coran, paroles de Mahomet, le Coran, sans aucun message pour nous*, etc.

Il est donc évident que combattre l'islam politique, au pouvoir ou dans les champs de bataille, est une nécessité de notre époque. Nous avons donc affaire à une question politique qui doit être prise en considération. Soutenir les luttes qui sont menées indépendamment des politiques des États, petits ou



Un moudjahid iranien en Irak en 2003.

grands, puissants ou faibles, a toute son importance. Sinon il y a eu des caricatures avant *Charlie Hebdo* et il y en aura d'autres, même si ce journal cesse d'exister. Le pape, les ayatollahs chiïtes, les muftis sunnites ou les rabbins doivent un jour ou l'autre apprendre, si possible, à respecter la liberté d'expression des caricaturistes, des auteurs ou de simples gens qui désirent voir, lire ou s'instruire car les athées n'ont jamais restreint ou pire encore tué des personnes qui déversent encore et encore leurs idioties religieuses dans les églises, mosquées, synagogues ou temples.

La lutte contre l'islam politique est donc une lutte qui doit être menée parallèlement, à celle contre la religion elle-même, sans tomber dans le piège des termes un peu fourre-tout comme islamophobie. Les médias de la République islamique d'Iran ne cessent de qualifier d'islamophobe la nouvelle caricature de Mahomet dans *Charlie Hebdo* tout en accolant ce mot à musulmanophobe. Combattre l'islam politique nécessite une

alternative politique. Il ne suffira pas de proposer l'autogestion à cor et à cris. Il ne suffira pas non plus de se rassembler autour de slogans qui paraissent, au premier regard, assez mobilisateurs comme « Je suis Charlie ». L'émotion passée, nous avons bien constaté que beaucoup de forces qui ont brandi ces trois mots n'étaient absolument pas fréquentables politiquement, alors que beaucoup d'autres qui ont refusé de les porter étaient de véritables défenseurs des libertés et de la liberté d'expression en particulier, et vice versa. Les athées et les anarchistes ne sont pas contre les musulmans, elles et ils ne sont pas par conséquent musulmanophobes. Elles et ils sont contre les religions islamiques, chrétiennes, juives et toute autre religion qui sont les formes de soumission et d'aliénation les plus flagrantes et inacceptables. C'est pourquoi des termes comme islamophobie prêtent souvent à confusion devraient être évités. Le chemin sera long dans la lutte contre l'islam politique, mais il est tout ouvert devant nous !

N. T.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

La révolution comme fin en soi

La communauté anarchiste
selon Gustav Landauer

Erwan

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

ANARCHISME ET RÉVOLUTION peuvent-ils être dissociés? Gustav Landauer (1870-1919) donne une réponse négative: s'il renonce à la révolution, l'anarchisme se perd. Mais il importe alors de restituer cette réponse dans toutes ses nuances, tant elle implique une définition originale de ce qui s'apparente le plus souvent au rêve lointain d'un « grand soir » aux contours flous et sans cesse repoussé. La grande force de l'approche de Landauer tient tout d'abord à la place centrale qu'il donne à la révolution, à une époque où, dans les théories historicistes en vogue, elle n'est au mieux qu'un simple moyen, une transition vers un régime supposé stable et définitif. Ainsi n'est-elle perçue que comme un soubresaut temporaire – un ajustement parfois brutal mais toujours éphémère – entre deux ordres politico-institutionnels fixes. Au XIX^e siècle, c'est l'obsession de nombreux philosophes qui ne valorisent la Révolution française que pour mieux l'inclure dans d'improbables lois du progrès historique. Rupture après rupture, ces lois mèneraient l'humanité vers le régime parfait ou la « fin de l'histoire » qu'ils fantasment: Saint-Simon, Comte, Marx... Tous affirment que les phases révolutionnaires sont nécessaires mais vouées à disparaître: selon eux, elles ne sont que les moments clés d'exaltation de la pensée critique et de table rase permettant de laisser place à une société nouvelle. Et tous imaginent l'interruption finale de l'alternance historique entre ces périodes d'ordre et de désordre, lors de l'avènement du régime ultime (État scientifique universel, société sans classes) dont ils sont les prophètes. Pour eux, la priorité est

claire: la stabilité doit au bout du compte triompher de l'instabilité révolutionnaire.

Or, dans ses livres *La Révolution* (1907) et *L'Appel au socialisme* (1911), Landauer renverse cette hiérarchie: les périodes d'ordre politico-institutionnel, appelées topies, sont considérées comme des moments inertes, gelés, de la vie sociale. Elles voient s'estomper l'énergie créatrice propre aux intervalles de transition. À l'inverse, c'est lors des phases de transformation que s'exprime au mieux la vitalité humaine, lorsque l'ordre existant est subverti et déstabilisé par des utopies, donc par « l'effort de créer une nouvelle réalité à l'aide d'un idéal » et de fonder une organisation socio-politique plus juste. Quand une société s'est pétrifiée en un régime réputé infaillible, intransgressible, l'irruption d'un nouvel horizon d'émancipation et les luttes qu'il génère ravivent la capacité fondamentale des individus à se mobiliser pour réinventer leurs relations sociales et leur environnement politique. Ce travail de l'utopie au cœur de la topie est la révolution. Celle-ci est le moment précis de confrontation entre l'ordre établi et les efforts faits pour le détruire à partir d'un idéal. Or, quelle que soit sa durée, c'est cette phase de changement et non le résultat final qui est la plus importante aux yeux de Landauer. En effet, dans sa vision cyclique et pessimiste de l'histoire, à la révolution ne succède qu'une nouvelle topie, un nouvel ordre tout aussi figé et mort que celui qu'il a remplacé. L'utopie, nous dit-il, ne parvient jamais totalement à se réaliser, ou se voit toujours trahie par les modalités concrètes de sa mise en œuvre. De fait, ce n'est pas l'avène-

ment d'une utopie qui incarne véritablement l'émancipation, mais bien la transition, la révolte, la libération de la force créatrice d'un groupe d'individus qui affirme ainsi sa volonté de remettre en chantier sa propre organisation et celle de la société. La succession des siècles peut donc être comprise comme le mouvement perpétuel de la révolution qui n'est interrompu que par des phases de stabilisation éphémère. Il importe de mesurer toute la portée de ce renversement de perspective : le vrai moment émancipateur, là s'expriment le libre arbitre et la solidarité, où s'affirme l'insatisfaction devant le monde tel qu'il est, est reconnu à sa juste valeur. Ce moment est la révolution, le point de passage entre deux ordres, deux topies. C'est dans cet intervalle, lorsque tout se réorganise, se détruit puis se reconstruit, lorsque le champ des possibles est ouvert, que les hommes expriment ce qu'ils ont de meilleur en eux : « Ce que j'appelle l'anarchisme est un état d'esprit fondamental que l'on trouve en tout homme qui réfléchit sérieusement à propos du monde et de l'esprit. J'entends par-là la volonté chez l'homme de renaître, de se renouveler et de remodeler son essence, puis de façonner son environnement et le monde dans la

mesure où il peut les contrôler. Un moment si sublime devrait être à portée de tous. » L'anarchisme de Landauer consiste alors à intégrer cette valorisation de la révolution dans un projet anti-étatistique et anti-autoritaire qui ne soit pas un nouveau rêve de topie, de société figée et immuable. Mais l'on touche ici à un autre aspect original de sa pensée. Chez cet auteur, l'État ne se définit pas seulement comme un ensemble d'institutions, mais plutôt comme un rapport social spécifique : « L'État est une façon d'être, une certaine forme de relation entre les êtres humains, un type de comportement, que nous détruisons en adoptant d'autres relations, en agissant différemment les uns envers les autres... Nous sommes l'État, et nous persistons à être l'État jusqu'à ce que nous ayons créé les institutions qui constituent une communauté réelle. » Ainsi, l'État progresse à chaque fois que les individus s'en remettent à des lois qu'ils n'ont pas eux-mêmes énoncées, à des traditions qu'ils acceptent sans réflexion, et adoptent les comportements sociaux que l'ordre établi leur impose. L'État est partout où disparaissent l'autonomie, le libre arbitre et la volonté de faire en sorte que la société reste vivante. Dans une association anarchiste telle que la conçoit Landauer, des lois peuvent évi-

demment être créées et toutes les traditions ne sont pas à refuser aveuglément. Mais si ses membres perdent leur désir d'être libres, de décider eux-mêmes de leur organisation mutuelle et abandonnent à d'autres, à un pouvoir extérieur, la maîtrise de leur environnement, alors ces lois et traditions se figent. Elles ne sont plus modelées et perfectionnées par l'esprit critique et par la raison humaine. Partout où les hommes abdiquent, se soumettent, ils participent à l'avancée de l'État. Pire, ils en sont eux-mêmes les piliers. Dès lors, l'anarchisme se définit comme le combat permanent pour la construction d'une communauté d'individus égaux tissant entre eux des relations vivantes, créant leurs propres façons d'être, leurs propres lois, leurs propres modes d'échanges économiques, souvent au sein d'un environnement pétrifié auquel ils doivent résister. La révolution n'est alors pas une aventure partisane visant à s'emparer de l'appareil d'État au sens classique. Elle n'est pas un coup de force qui verrait une poignée d'individus proclamer d'autorité le changement depuis le balcon d'un palais présidentiel et confondre ainsi leur discours avec la réalité, quitte à l'imposer ensuite par la violence. Processus infini, la révolution consiste selon Landauer à créer des groupes sociaux destinés, en tant que contre-société, à subvertir l'ordre existant de l'intérieur, de manière qu'un modèle alternatif de relations socio-économiques s'y impose peu à peu. Il y a donc bien une dimension de rupture dans la révolution. Et celle-ci peut prendre la forme d'une confrontation entre deux modèles d'organisation sociale. Mais cette rupture et cette confrontation passent alors par la construction progressive de communautés anarchistes mettant en œuvre des relations de plus en plus étendues, formant une « société de sociétés » organisée de façon fédéraliste. Cette réflexion sur la fédération d'associations autonomes et décentralisées n'est sans doute pas l'aspect le plus original de la pensée de Landauer, si ce n'est que ses sources d'inspiration – en premier lieu les communes du Moyen Âge – sont pour le moins atypiques. Plus novateur, chez lui, est le lien établi entre la révolution, la menace étatique et le style d'organisation de ces groupes subversifs. Ainsi, contrer l'État, empêcher sa progression, implique de lutter pour éviter que l'ensemble des pratiques et des règles qui régissent les relations entre les individus ne prenne le chemin de la topie, donc aboutisse à la formation d'un ordre figé qui s'imposerait d'autorité à ses membres. Or, aucune communauté n'est à l'abri de son « étatisation », donc de sa pétrification : lois immuables, traditions impensées, préjugés, identités imposées... La démission de la volonté, l'abandon du libre-arbitre, le tarissement de l'énergie fondatrice, menacent constamment les groupements anarchistes.

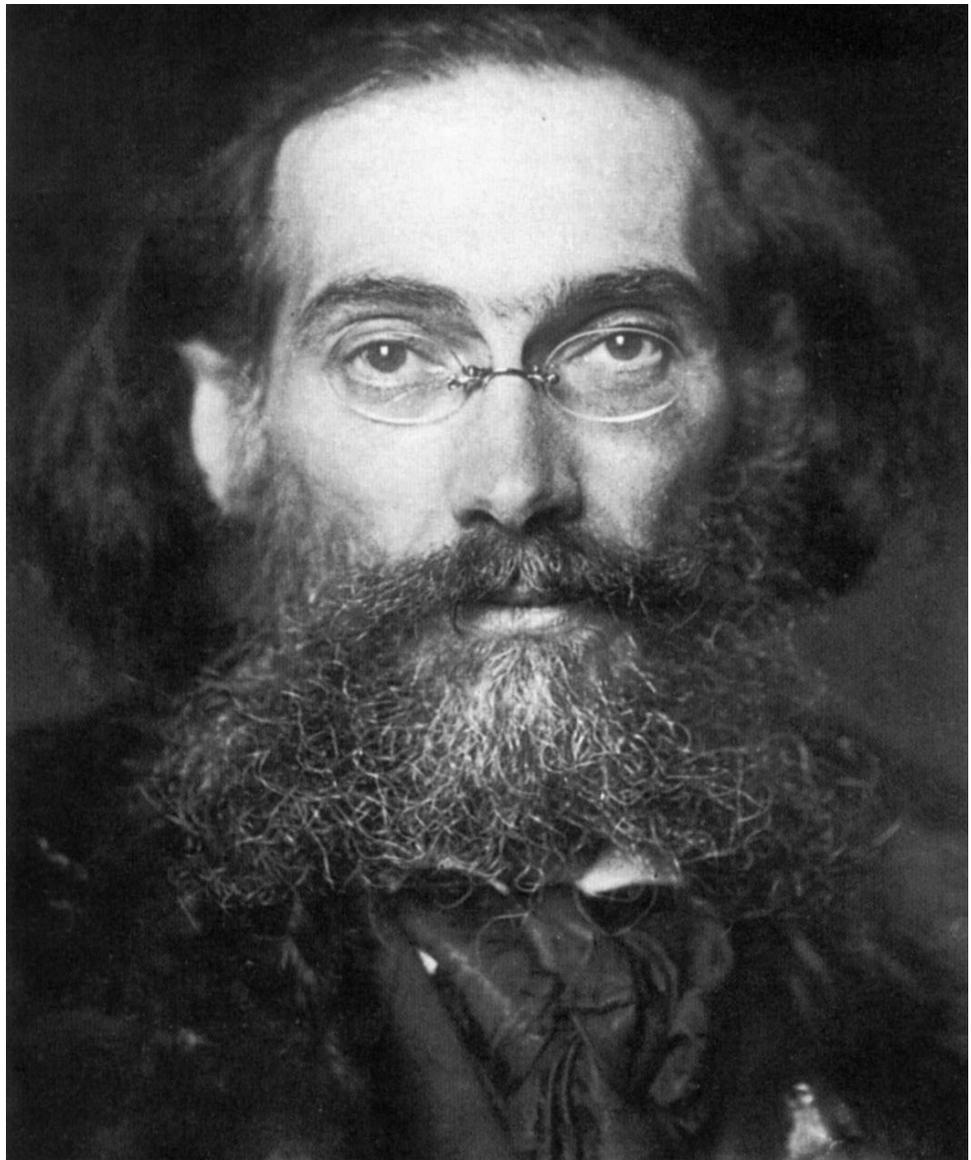
C'est le cas parce que ces communautés se constituent dans des milieux aux valeurs non anarchistes contre lesquelles il faut lutter, et



sont soumises à des pressions du pouvoir central. Mais aussi parce qu'elles peuvent se laisser elles-mêmes gagner par une forme de passivité, de refroidissement topique qui les verraient perdre leur impulsion initiale. L'État n'est pas qu'une puissance extérieure: il peut toujours réapparaître de l'intérieur. Dès que des individus cessent de se penser et de se comporter comme mutuellement libres et autonomes, dès qu'ils s'en remettent à une autorité supérieure pour déterminer leur conduite, alors l'État regagne du terrain. Il en va de même lorsque émergent peu à peu des inégalités, des hiérarchies et des relations de dominations. Le résultat est une nouvelle topie: «Au lieu d'accueillir la vie parmi nous, nous sommes séparés par la mort. Tout a été réduit à une chose ou à une idole objective. Confiance et réciprocité ont dégénéré en capital. L'intérêt commun a été remplacé par l'État. Notre attitude, nos relations, sont devenus rigides et ce n'est qu'avec de terribles soubresauts et insurrections que, çà et là, après de longues périodes de temps, une révolution survient. Elle produit à son tour la mort, des institutions et des réalités fixes et inchangeables, et elle meurt avant même d'avoir vécu.»

C'est pourquoi les communautés anarchistes ne peuvent cesser de se remettre en question. Elles ne peuvent prendre le risque d'oublier que la fidélité à leur idéal tient à leur résistance à l'État, donc à la tentation de constituer un ordre tout aussi figé que celui qu'elles se destinent à subvertir. En d'autres termes, la révolution doit y être permanente. Ce moment d'énergie créatrice, de liberté et de valorisation de la capacité de l'individu à agir sur son environnement pour le transformer, doit y être sans cesse renouvelé. L'anarchisme, dans ce cadre, ne peut aspirer à être une simple topie. Ses tenants doivent accepter l'idée que leur mode d'existence même est une révolution qui ne s'arrête jamais.

C'est ce qu'il décrit en référence au Jubilé institué par Moïse qui instaurait à intervalles réguliers une redistribution des terres: «La révolte comme constitution; la transformation et la révolution comme règles établies une fois pour toutes [...]. Nous avons besoin à nouveau de cela: une nouvelle règle [...] qui ne fixera pas les choses et les institutions sous une forme définitive, mais adviendra pour les travailler en permanence de l'intérieur. La révolution doit faire partie de notre ordre social, doit devenir la règle de base de notre constitution.» L'idéal de la communauté anarchiste chez Landauer, même dans des conditions favorables, n'est donc pas celui d'une société aux lois et traditions immuables. C'est celui d'une association maintenant une vigilance constante face aux résurgences du pouvoir et prenant soin d'organiser la lutte contre le retour de l'État en son sein. Ainsi la réalisation de l'utopie n'est-elle pas la relégation de la révolution dans le passé. Elle passe au contraire par sa systématisation, par un effort pour l'instituer de façon que, régulièrement, selon des modalités acceptées par tous les membres, les lois, les traditions, la répartition des biens, les échanges économiques, le rôle



Gustav Landauer.

de chacun, soient repensés, redéfinis. De cette façon seront endiguées l'inévitable réapparition du pouvoir, des inégalités, et la tendance des individus à abandonner leur libre-arbitre et à s'en remettre à des normes préétablies. L'originalité de l'anarchisme de Landauer, sa force, sa pertinence pour une réflexion quant aux modes d'organisation libertaires, résident dans cet apport fondamental: l'anarchisme est indissociable de la révolution, mais pas comme un simple moyen. Pour l'anarchisme, la révolution est bien une fin en soi. **E.**

1. Comte blâmait la liberté illimitée de conscience, source d'«anarchie», dont le rôle aurait dû s'achever avec la Révolution française et qui aurait dû disparaître pour laisser place à un nouvel ordre moral. Cf. *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société*, Paris, L'Harmattan, 2001 (1822), p. 62-64.
2. Gustav Landauer, *Call to Socialism*, 1911, The Anarchist Library, p. 12.
3. Selon Löwy, la révolution chez Landauer est une irruption imprévisible et miraculeuse qui rend caduque l'idée de lois de l'évolution historique. Cf. Michael Löwy, «Gustav Landauer, révolutionnaire romantique», *Tumultes*, 20, 2003, 93-103.

4. «La révolution est toujours vivante, même pendant les périodes de stabilité relative des topies», c'est «un principe qui transcende toutes les époques». Gustav Landauer, *Revolution and Other Writings*, Oakland, PM Press, 2010, p. 116.
5. Cité par Avraham Yassour, *Gustav Landauer – The Man, the Jew and the Anarchist*, The Anarchist Library, 1989, p. 8.
6. Mannheim voyait en Landauer l'incarnation de l'anarchiste radical, indifférent aux régimes, rejetant toute forme institutionnelle et préférant les périodes révolutionnaires. Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*, Paris, Éditions de la MSH, 2006 (1929), p. 163-164.
7. Cité dans Peter Marshall, *Demanding the Impossible, A History of Anarchism*, Oakland, PM Press, 2010, p. 411.
8. René Forain (Furth), «Gustav Landauer et la régénération sociale», *Le Monde libertaire*, septembre-octobre 1966.
9. *Call to Socialism*, p. 94.
10. *Ibid.*, p. 93.
11. Landauer s'inspire du judaïsme dont le dieu encourageait d'après lui «la sainte insatisfaction du peuple envers soi-même», donc un mode de vie où la remise en question est permanente. Cf. Michael Löwy, «Le Messianisme romantique de Gustav Landauer», *Archives des sciences sociales des religions*, 60, 198, p. 55-66.

« Je m'appelle pas Ben Laden ! »

NOUS SOMMES en 2001. John et Nassir ont dix ans, ils sont Américains et ce sont les meilleurs amis du monde. Ah les parties de base-ball, la pêche et en secret les deux jumelles Gaby et Jenny ! Oui ils sont amoureux, comme on l'est à leur âge. Ce qui est chouette aussi c'est que leurs parents s'entendent à merveille, d'ailleurs, là, Nassir est en vacances en Pennsylvanie chez les parents de John. Et, aux grandes vacances prochaines, ça sera au tour de John d'accompagner son ami en Égypte. Nassir, tout excité, raconte à John tout ce qu'ils vont faire : « Aller des pyramides à la statue du Sphinx sur un dromadaire et que ça tanguera comme sur une barque. »

Bien sûr les parents de John « sont baptistes comme Martin Luther King ». Et les parents de Nasser sont musulmans. Mais aussi bien John que Nassir n'y portent vraiment attention, ça n'est pas leur affaire. Arrive le 11 septembre 2001. C'est la première sortie organisée pour la classe de Nassir et John. Ils vont visiter un zoo.

La visite commence. « Pedro trouve l'ours blanc encore plus beau que l'ours brun » ; « Chen déteste le léopard des neiges » et « Barry dessine le gorille ». Quand, tout à coup, Mrs Smith (leur institu-

trice) et Mrs Jackson (leur accompagnatrice) s'éloignent et tiennent un conciliabule. C'est la catastrophe, le chaos ; « On apprend qu'un terrible accident a eu lieu : un avion s'est encastré dans une des tours jumelles du World Trade Center et la tour est en feu. » La suite nous la connaissons tous. Mais pas Nassir. D'abord les parents de John l'ont changé d'école et l'ont inscrit dans une école baptiste. Les deux meilleurs amis ne se voient plus. Et quand Pedro, Chen et Nassir l'aperçoivent enfin près du terrain de basket, ils courent vers lui. Mais Nassir n'en croit pas ses oreilles quand John lui avoue que ses parents ne veulent plus qu'ils jouent ensemble. Alors Nassir demande à John pourquoi et ce dernier lui répond : « Parce que ton père est musulman ! » Alors, glacé par la réponse de son ex-meilleur ami, Nassir lui rétorque : « J'm'appelle Nassir ! Je m'appelle pas Ben Laden ! » Mais c'est trop tard, la confusion est installée. Un autre jour Nassir s'entend interpellé par « un vieux bardé de médailles » : « T'as rien à faire ici, l'arabe ! »

La vie de Nassir, le petit américain, ne sera plus jamais la même maintenant. Dix ans passent. Pour ses vingt ans, Nassir a invité tous ses vieux copains : Chen, Barry, Pedro et les autres.

« Vers 11 heures, Chen reçoit un SMS qui lui annonce l'exécution de Ben Laden. » Ils sont tous soulagés et décident de rejoindre Ground Zero. Ils y vont tous ensemble. Avec un peu de chance, Nassir y reverra-il John qu'il n'a jamais pu oublier ?

Laurence Warot



Bernard Chambaz, Barroux, *Je m'appelle pas Ben Laden*, Édition Rue du monde, 57 pages, 13,80 euros.

L'Étrange zoo de Lavardens

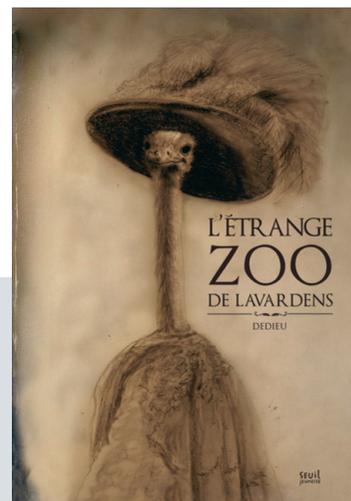
UN LIVRE jouissif, pince-sans-rire, illustré comme une œuvre d'art. Donc, vers 1900, un certain vicomte de Lavardens se trouva fort dépourvu. Il a bien un château mais il est en train de s'écrouler et Monsieur est perclus de dettes. Que faire ? Un jour, alors qu'avec son automobile Monsieur rentre de sa promenade, que voit-il au milieu de la route ? Un cerf ! Bon dieu mais c'est bien sûr, se dit Monsieur, « je vais faire un zoo et les recettes feront que je pourrai garder mon château ». Aussitôt dit aussitôt fait : « Avec les derniers sous qui lui restaient il fit aménager des enclos, une volière et un plan d'eau. » Et Monsieur part donc à la recherche d'animaux de toutes sortes : des grizzlis, des gorilles, des éléphants, des autruches, un rhinocéros, etc. Son idée fonctionne à merveille : « Des centaines de visiteurs remplissent les caisses du zoo. » Au fil du temps, Monsieur se met à aimer vraiment ses animaux. « À tel point que, une fois le zoo fermé, il

libère tous les animaux, qui s'en donnent à cœur joie. » Le crocodile s'installe dans un fauteuil, le grizzli élit domicile dans la baignoire, les biches sautent allégrement dans tout le château... Alors tout de même, « très en colère la belle-mère de Monsieur... comprend que pour sauver le domaine, son beau-fils ait ce genre d'idée. Mais il fallait suivre ses règles ». Il fallait que les animaux s'habillent, apprennent les bonnes manières et fassent au moins du vélo.

Après des discussions acharnées, les animaux acceptent mais, en contrepartie... Je ne vais pas vous raconter tout ce livre qui est un véritable bonheur. Les illustrations, réalisées au fusain d'après des photomontages et travaillées numériquement, créent une magnifique atmosphère dans le style 1900.

Un bijou ce livre !

Laurence Warot



Dedieu, *L'Étrange zoo de Lavardens*, Édition Seuil jeunesse, 72 pages, 18 euros.

Le groupe **Regard noir** de la FA (Paris)



REGARD NOIR est un groupe de la Fédération Anarchiste fondé en 2011. Nous sommes de tendance communiste et synthésiste. Notre militantisme est principalement porté sur deux plans : le renforcement de notre organisation par une présence dans la rue et les luttes sociales, et la volonté d'implantation sociale et locale, seule garante de la propagation des idées anarchistes au sein du prolétariat.

Par communisme nous entendons la juste répartition des fruits du travail de la société suivant l'adage «de chacun selon ses besoins, à chacun selon ses moyens». C'est-à-dire, par exemple, que nous ne pensons pas que la nécessité pour une personne de se nourrir se calcule en fonction du travail qu'elle est capable de fournir, mais en fonction du besoin qu'elle éprouve de manger. Nous n'entendons pas par communisme la vision totalitaire qu'en ont les marxistes autoritaires, nous voulons plutôt une société dans laquelle la propriété privée aurait été abolie, les moyens de productions mis en communs et gérés par les travailleurs eux-mêmes, sans contrôle étatique ni d'un parti.

C'est pour cela que nous sommes également anarchistes. Nous rejetons toute forme d'organisation basée sur l'exploitation ou la domination de l'homme par l'homme. Nous sommes donc viscéralement opposés à l'État sous toutes ses formes, à la religion même sous ses allures progressistes, et aux partis fusent-ils «de gauche» ou «communistes». Nous défendons la création d'une société d'égaux, organisée de façon horizontale, dans laquelle les classes sociales auront été abolies. Nous défendons une forme d'organisation anarchiste particulière, venant de la tradition synthésiste. Bien qu'étant exclusivement communistes-anarchistes, nous considérons qu'il est nécessaire de travailler avec des groupes et des tendances anarchistes de traditions différentes de la nôtre. Nous sommes synthésistes car nous espérons réunir les libertaires au sein d'une Fédération Anarchiste, non pas pour gommer nos différences, mais pour renforcer notre action sur ce que nous avons en com-

mun. Notre synthésisme passe par la reconnaissance de la diversité tactique : nous considérons que des pratiques militantes différentes des nôtres, ou sur d'autres thèmes dont nous sommes absents, sont une chance et non un frein à l'organisation.

Nous voulons l'avènement de cette société tout de suite, nous ne croyons pas au dépérissement progressif de l'État sous le règne d'une bureaucratie dictatoriale, fût-elle prolétarienne, que nous promettent les marxistes autoritaires. Nous sommes un groupe révolutionnaire. C'est-à-dire que nous rejetons le réformisme comme stratégie, et que nous pensons que c'est la structure même de la société actuelle qui est à détruire. Nous ne considérons pas d'avantage que des alternatives en actes ou autres expériences autogestionnaires suffiront à mettre à bas le capitalisme et l'État. De même que l'hypothétique grève générale ne suffira pas à faire disparaître les forces de répression et leurs dirigeants. Nous ne nions pas l'utilité de ces méthodes, mais nous considérons que sans une insurrection populaire capable de détruire les forces contre-révolutionnaire tous ces efforts ne serviront à rien.

Nous et nos projets

Le groupe Regard noir s'inscrit dans une dynamique d'activisme de rue en participant régulièrement à des manifestations et rassemblements, en faisant des collages réguliers ainsi que dans une volonté de formation intellectuelle et pratique, par le biais de lectures collectives, de formations théoriques et historiques, de formations physiques et d'un entretien sportif régulier.

L'objectif est d'asseoir une présence anarchiste dans les luttes sociales, par le bas, toujours en soutien des opprimés et jamais pour les diriger. Cette pratique permet d'éviter le sectarisme, l'intellectualisme et donc l'inactivité.

Recruter des forces militantes est un besoin essentiel, pour renouveler la dynamique et pérenniser l'action anarchiste. Nous

ne recrutons pas sur des critères d'âge ou géographiques. Nous nous limitons cependant par soucis pratique à la région parisienne.

Si l'action et la présence des anarchistes dans les luttes sont une nécessité, elle ne se suffit pas à elle-même et n'est qu'une partie d'une pratique communiste anarchiste. Pour répandre nos idées au sein du prolétariat, il nous faut nous implanter localement par une action sociale. Cela nécessite des locaux. Nous avons pour but à court terme d'ouvrir un lieu, dans un quartier prolétaire parisien, pour renforcer notre présence. Ce lieu sera aussi bien un local politique, qu'un lieu culturel et solidaire. Il sera en quelque sorte, un centre social anarchiste.

Il ne s'agit pas d'abandonner la présence dans la rue, pour une présence locale. Mais bien de renforcer l'une et l'autre, et de les crédibiliser.

Nous sommes ainsi volontaristes. C'est-à-dire que nous pensons que la volonté prime sur l'intelligence et l'action sur la pensée intellectualiste. Nous ne voulons pas prévoir l'histoire par des concepts philosophiques, nous voulons être acteurs. Nous n'attendons pas la révolution, qui n'est pas un moment précis et prévisible. Nous utilisons chaque occasion de faire avancer les idées anarchistes, et d'engager le prolétariat vers la solidarité et l'unité autour de ses intérêts de classe. Nous pensons que la révolution sociale est un chemin gradué d'étapes qui nécessite un apprentissage à la liberté et à l'égalité dans la solidarité. Nous rejetons l'idée qu'il faudrait une minorité de radicaux violents pour permettre l'insurrection. Nous affirmons au contraire que l'insurrection ne peut être le fait que du prolétariat conscient de son oppression et que notre rôle est de participer à son éducation, donc à notre propre éducation à la liberté, l'égalité et la solidarité, c'est-à-dire au communisme anarchiste.

Le groupe Regard noir
<http://regard-noir.toile-libre.org>

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 19 février

20:30 > 22:30 **JAZZLIB'** Jazzlib' fera le point sur les disparitions récentes de nombreux musiciens, et consacrera son émission aux albums du batteur Paul Motian consacrés à Broadway.

Vendredi 20 février

16:00 > 17:30 **Sortir du colonialisme** décolonisation
Une émission internationaliste qui cherche à comprendre, décrypter et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

21:00 > 22:30 **Offensive** ...libertaire et sociale
"Offensive Sonore" est l'émission d'Offensive Libertaire et Sociale. En lien avec la revue trimestrielle "Offensive", ce programme traite de thèmes sociaux, culturels ou historiques.

Samedi 21 février

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale luttes et actualités sociales** "Ceux de Billancourt" (Renault) avec Laurence Bagot (éd. de l'Atelier) - - Dossier juridique : le travail dominical en question.

Dimanche 22 février

18:30 > 20:30 **Il y a de la fumée dans le poste!**
Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et cannabis rituelier. - Site web : <http://www.circ-asso.net>

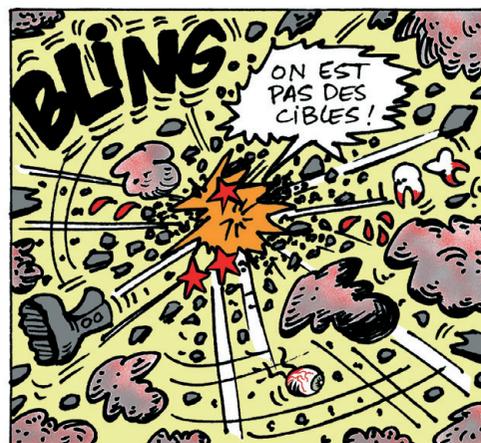


**BRISONS LES MURS
QUI NOUS ENFERMENT !
ABBATTIAMO I MURI
QUE CI RINCHIUDONO !
BREAK DOWN THE WALLS
THAT ENCLOSE US !
¡ ROMPAMOS LOS MUROS
QUE NOS ENCIERRAN !**



SOLIDARITE ★ SOLIDARITA ★ SOLIDARITY ★ SOLIDARIDAD
Internationale des Fédérations anarchistes <http://i-f-a.org/>

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jeudi 19 février

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes* (Pôle Nord, 2014) dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Nantes (44)

Semaine de résistances (du 16 au 22 février) contre les violences économiques, sociales et policières: lectures, débats, pique-nique, manifestation et concerts. Plus d'infos sur: www.22fevrier2015.jimdo.com

Vendredi 20 février

Paris XIème

19h30. Débat: S'organiser face à la montée des discours et des courants réactionnaires. Nationalisme, sexisme, homophobie, racisme, effacement de la lutte des classes,... Depuis des années, les discours réactionnaires sont propagés par des personnalités très diverses (Zemmour, Michéa, Soral, Collon, Chouard, Ruffin, etc.) À ces discours, qui se répandent dans l'ensemble du champ politique, nous voulons opposer l'abolition des classes et des genres, des frontières, de la propriété et de l'État, sans nous compromettre avec la démocratie représentative. Comment nous organiser pour créer une contre-offensive? Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 21 février

Paris XIe

16 heures. Dans le cadre de la semaine anti-coloniale: rencontre et débat avec le Collectif Angle mort pour son livre *Permis de tuer. Chronique de l'impunité policière* (Editions Syllepse). Avec la participation de l'émission *Sortir du colonialisme* de Radio libertaire. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 27 février

Paris XIème

19 heures. Rencontre et débat avec Désirée et Alain Frappier pour leur BD *Le choix* (Editions La Ville brûle). Les années 1970 à 2014 sous l'angle de la conquête du droit des femmes à choisir de procréer ou non. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 28 février

Paris XIème

16h30. Rencontre et débat avec Guillaume Davranche pour son livre *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre, 1909-1914.* (Editions Libertalia et L'Insomniaque). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Lundi 9 mars

Paris XXe

20 heures. L'émission *Femmes libres* vous attend nombreuses et nombreux le lundi 9 mars la soirée *Femme libre* en chanson! Tarifs: 21 euros - 16 euros (chômeurs, Amis du Vingtième Théâtre, groupes de 10 et +) Réservation au 01 48 65 97 90 ou au 06 12 25 52 85 (groupes). Contact: Cristine Hudin,

06 12 25 52 85, edito.
hudin@wanadoo.fr. Vingtième
Théâtre, 7, rue des Plâtrières. (Métro
Ménilmontant ou Gambetta).

Samedi 14 mars

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour de son nouveau livre: *Madeleine Vernet (1878-1949)* Houllmoise, pacifiste, éducatrice libertaire et féministe. Librairie L'Insoumise 128 rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine.cybertaria.org. Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.



NANTES

SEMAINE DE RÉSISTANCES

DU 16 AU 22 FÉVRIER

Nous sommes tes voisin-e-s, tes collègues, tes ami-e-s.

Nous sommes de celles et ceux qui luttent contre les violences policières.

Nous sommes de celles et ceux qui résistent au saccage de la nature.

Nous sommes de celles et ceux qui refusent le racisme d'État, les contrôles au faciès, le harcèlement policier.

Nous sommes de celles et ceux qui subissent les politiques néolibérales.

Nous sommes de celles et ceux qui n'attendent pas les élections pour agir.

Le 22 février 2014, 50 000 personnes se rassemblent à Nantes contre l'aéroport et son monde. La manifestation, dynamique et populaire, est bloquée par des grilles anti-émeute et fait face à une répression féroce. Parmi les dizaines de blessé-e-s, au moins 3 personnes perdent l'usage d'un œil suite à des tirs de flashball. **Nantes devient la capitale des mutilations policières.**

Dans les mois qui suivent, plusieurs dizaines de personnes sont inquiétées par la justice du fait de leur participation à la manifestation. Pour la plupart d'entre elles, des rafles au petit matin mènent à des procédures expéditives, qui se soldent par de sévères condamnations – jusqu'à 18 mois de prison ferme. **Le message est clair : celles et ceux qui résistent s'exposent à être blessé-e-s ou incarcéré-e-s.**

Dans la nuit du 26 octobre, **la gendarmerie tue un manifestant de 21 ans** lors d'un rassemblement contre le barrage de Sivens, dans le Tarn. Pendant plusieurs semaines, un mouvement de solidarité se répand dans toute la France. A Nantes, Rennes, Toulouse et ailleurs, des manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes sont interdites de fait par les préfetures qui militarisent les centres villes avec des centaines de policiers armés. Plusieurs personnes sont blessées, d'autres condamnées. Ces stratégies policières ont précédemment été expérimentées à grande échelle lors des révoltes dans les quartiers, notamment à Villiers-le-Bel en 2007, inaugurant l'utilisation d'hélicoptères, de nouvelles armes policières et le quadrillage militaire du territoire. **Les mouvements de résistances sont multiples et divers** : ici une occupation menée par des sans-papiers, là-bas des cabanes construites dans une forêt, ailleurs une confrontation avec la police.

Ce mouvement est l'occasion de rappeler que chaque année, **des dizaines de personnes sont tuées ou blessées par la police, essentiellement dans les quartiers populaires**, ou dans les luttes. Plus de 40 personnes ont perdu un œil ces dernières années, touchées par des tirs policiers. Malgré la répression, **les mois qui viennent de s'écouler montrent nos capacités à construire des solidarités, à nous organiser, que ce soit sur les ZAD ou au cœur des métropoles. Il ne tient qu'à nous de renforcer ces dynamiques, ici comme ailleurs.**

A l'aube de l'année 2015, une série d'attentats préfigure un renforcement considérable des dispositifs sécuritaires. Nous refusons que le choc suscité par ce drame serve à alimenter l'islamophobie et à renforcer l'impunité des forces de l'ordre. Les gouvernants qui défilent pour la liberté d'expression sont les mêmes qui font la chasse aux migrants et les enferment dans les Centres de Rétention Administrative.

Un an après la démonstration de force et de solidarité du 22 février, alors que le gouvernement rappelle sa volonté de construire l'aéroport et d'expulser les opposant-e-s, retrouvons-nous nombreuses et nombreux à Nantes pour affirmer notre solidarité avec les ZAD et notre refus des violences d'État, qu'elles soient économiques, sociales ou policières.

Contre le bétonnage du bocage et la militarisation de nos villes, occupons la rue. **Rencontrons-nous, organisons-nous, luttons unis dans notre diversité.**

DU 16 AU 21 FÉVRIER :

Semaine de débats

SAMEDI 21 FÉVRIER :

pic - nic

manifestation

repas et concert

DIMANCHE 22 FÉVRIER :

journée d'échanges

